



Agreste Pays de la Loire



1^{er} trimestre 2018 - avril 2018
document mis en ligne le 26/04/2018

Conjoncture trimestrielle

EN BREF ...

Exceptionnellement chaud en janvier, l'hiver s'affirme en février et mars. Les précipitations du trimestre sont 20 à 50 % au-dessus des normales conduisant, fin mars, à des sols gorgés d'eau. L'ensoleillement est inégal selon les mois et globalement déficitaire. Ce trimestre s'inscrit dans un contexte de hausse du prix des intrants. Dans la lignée du cours du pétrole, les prix de l'énergie et des engrais progressent. Celui de l'aliment enregistre également une hausse avec l'apparition de tensions sur le prix des matières premières.

Productions végétales -

L'excès d'eau empêche les interventions mécaniques et dégrade certaines cultures de céréales et oléoprotéagineux sur sols hydromorphes. Des retournements de parcelles et de nouveaux semis sont envisagés notamment en maïs et tournesol. Sur le marché mondial, la sécheresse qui touche le continent américain soutient le prix des céréales. Dans la région, les chargements portuaires progressent vers les pays de l'UE, mais chutent vers les pays tiers, conduisant à un recul global des tonnages expédiés de 25 % par rapport à la moyenne quinquennale. La forte pluviométrie et l'offensive tardive de l'hiver réduit ou retarde la production de fruits et légumes. L'offre reste, dans l'ensemble, modérée voire limitée. Les prix rebondissent pour les radis et les salades, en particulier la mâche qui profite d'un marché dynamique à l'approche des fêtes de Pâques. Le froid offre au poireau une fin de saison satisfaisante et à prix stable. Les campagnes des produits de printemps se mettent très lentement en place. Le manque de soleil limite considérablement la consommation de tomates et de concombres et pèse sur les cours. Le déficit d'offre européenne favorise un commerce soutenu et à prix élevé des pommes ligériennes à destination du marché de bouche, mais aussi de l'industrie. La faiblesse de la vendange 2017 et le niveau limité des stocks disponibles conduisent à une hausse des cours notamment des Muscadet et un recul des volumes achetés par le négoce.

Productions animales -

Les jeunes bovins (JB) de races à viande subissent une baisse saisonnière des cours. Parallèlement, les cotations des JB laitiers se tiennent bien. Les réformes de vaches sont toujours nombreuses et font pression sur les cours. L'offre limitée de brouillards maintient les prix à des niveaux élevés malgré les difficultés rencontrées sur plusieurs débouchés secondaires. Le cours du veau de boucherie est stable en ce début d'année, malgré un recul assez marqué de l'offre et les opérations commerciales de la filière. Le marché des ovins est plus fluide que prévu grâce à des disponibilités limitées et aux perspectives liées à la période pascale. Pour le porc, le premier trimestre est le témoin de plusieurs retournements des cours en répercussion des soubresauts du marché allemand. La morosité succède à l'embellie de février et la demande atone offre peu de perspectives sur le marché intérieur européen. A l'export, la concurrence avec les pays du continent américain est exacerbée. Les abattages de poulets de chair sont au plus haut pour l'ensemble des filières (standard, qualité et export). Ceux de dindes, en repli en 2017, présentent une légère hausse sur les deux premiers mois de l'année. L'activité en canard gras chute de 10 % sur la même période. La découverte, dans la région, de foyers d'Influenza aviaire faiblement pathogène entraîne l'élimination de 90 000 canards. La consommation progresse pour les découpes de poulet, elle recule pour la dinde, le canard et le poulet entier. Après une forte hausse des prix de l'œuf d'août à décembre 2017, suite à la crise du Fipronil, les cours fléchissent en janvier et février tout en restant très au-dessus des moyennes quinquennales. L'importance de l'offre européenne nouvellement reconstituée fait pression sur les prix. Dans un contexte de hausse de la consommation, les achats d'œufs biologiques et de plein air compensent le repli de ceux d'œufs de poules élevées en cage.

Industries agroalimentaires -

La production des industries agroalimentaires est stable. Les prévisions de production sont favorables.

A LA UNE ...

Appel à projet national « programme national pour l'alimentation » : ce sont 4 porteurs de projets des Pays de la Loire qui figurent cette année parmi les 33 lauréats : le Collectif agricole de l'île d'Yeu, la légumerie 53, ValOrise et HTS.

Le projet du Collectif agricole de l'île d'Yeu « Vers un système alimentaire local et durable sur l'île d'Yeu » est un projet qui s'inscrit dans le cadre des projets alimentaires territoriaux, avec notamment la recherche de la valorisation des friches.

Le projet de La légumerie 53 « Structuration de filières alimentaires en circuits courts en Mayenne pour la restauration hors domicile » est un projet comportant un volet logistique et un volet de structuration de la filière « viandes », en particulier la viande bovine, avec une stratégie d'ancrage territorial de l'alimentation.

lire la suite page 15

SOMMAIRE

Contexte météorologique	p. 2	Productions animales	p. 8	Annexes	p. 16
Productions végétales	p. 3	Industries agroalimentaires	p. 12		

Contexte météorologique

Un hiver un peu frais avec un mercure qui peine à grimper en journée, du fait d'ensoleillement déficitaire de 10 à 15 %, excepté la presque île guérandaise. Les précipitations sont 20 à 50 % au-dessus des normales.

Janvier : retour de la pluie, chaleur exceptionnelle et faible ensoleillement

Ce mois sonne une rupture avec la sécheresse. La pluie est très présente avec 3 à 10 jours de plus que la normale, parfois abondante avec localement des cumuls quotidiens efficaces supérieurs à 15 mm comme les 1er ; 13 ; 15 ; 19 ; 20 ; 25 ou encore 31. La répartition est toutefois très hétérogène. Les cumuls varient de 70 à 80 mm sur le centre des Pays-de-la-Loire, en Anjou notamment, où ils sont proches des normales ou légèrement déficitaires. En revanche, aux extrémités nord et sud de la région, ils sont largement excédentaires ; de 40 à 60 % au nord avec 130 à 150 mm, de 70 à 90 % dans le sud avec un maximum de 190 mm pour La Mothe Achard (85).

Les températures moyennes sont exceptionnellement douces. Elles varient du nord au sud de 7 à 10 °C, soit 2,5 à près de 4 °C au-dessus des normales. Le record de référence de 1988 est battu dans la plupart des stations (Nantes (44), Le Mans (72), Beaucoüzé (49), Laval (53), La Roche-sur-Yon (85)...). C'est aussi vrai pour les minimales comprises entre 4,5 et 8 °C, et seulement 1 à 3 jours de gel localement contre 4 à 11 jours en temps normal. Les maximales entre 9 et 12 °C sont un ton en dessous, mais également à un niveau proche des records.

Dans un régime océanique venté (tempête le 1er, puis les 3 ; 16 ou 17 sur le littoral) et où les nuages dominant largement sur le soleil, les durées d'insolation varient de 35 à 55 heures du nord aux îles vendéennes. Elles sont très faibles, c'est l'autre fait marquant, avec des déficits de plus de 50 %

à près de 80 %. Les records de plus faible insolation depuis 1991 sont battus à Nantes et Le Mans avec respectivement 38 h 55 et 33 h 52.

Février : contrasté avec froid tardif et ensoleillé

Ce mois est très variable avec une première partie faiblement pluvieuse hormis le 6 où sont relevés 12 mm au Mans. Les pluies sont omniprésentes au quotidien en deuxième décade avec notamment près de 17 mm le 13 sur Nantes ou la Roche-sur-Yon, à l'opposé de la dernière décade quasiment sèche. Les cumuls de précipitations varient de 30 mm au nord Mayenne à près de 70 mm dans les départements littoraux. Des déficits sont importants, de 30 % sur l'est vendéen, le Pays de Châteaubriant, à près de 60 % en remontant vers le nord Mayenne vers Le Horps (53). Ailleurs, les quantités de pluie sont proches de la normale.

Côté températures, ce mois contraste avec le précédent, marqué par une seconde partie froide pour atteindre un pic la journée du 28 sans dégel où le mercure au matin est compris entre -5 et -9 °C sur les Pays-de-la-Loire. Les températures moyennes homogènes varient de 2 °C du nord de la région à près de 6 °C dans les îles vendéennes, soit sous les normales de 1,5 °C sur le littoral à 2,5 °C au nord Mayenne ou Sarthe. Le soleil tire bien son épingle du jeu grâce à la troisième décade où il brille généreusement malgré le froid.

Les durées d'insolation varient de 120 à 130 heures au nord pour atteindre 130 à 140 h au sud, la palme revenant à Guérande avec plus de 148 h. La région est partout ex-

cédentaire, de 10 % dans le marais Poitevin à près de 30 % à Nantes avec plus de 126 h, voire 35 % en remontant jusqu'au Mans avec 122 h.

Mars : très pluvieux, frais et peu ensoleillé

Les sols sont gorgés d'eau en cette fin d'hiver après une pluviométrie excessive, pratiquement deux fois plus de jours de pluie que la normale avec quelques épisodes notables de 15 à 25 mm, les 14 et 17 ou encore en fin de mois les 29 et 30. Les cumuls varient de 80-90 mm sur l'est des Pays-de-la-Loire à plus de 120 mm dans le bocage vendéen ou les collines d'Ernée (53). La région est cette fois largement excédentaire, de 40 % localement dans l'extrême nord du territoire à 90 %, voire plus de 2 fois la normale à Beaucoüzé (49) qui avec plus de 112 mm place ce mois-ci au 4ème rang des mois de mars les plus humides depuis 1946, derrière ceux des années 1952, 1980 ou plus proche 2001. Si une tendance plus chaude se dessine pour les températures minimales hormis l'ouest ligérien aux collines d'Ernée, les maximales en revanche sont plus nettement en dessous des normales de 0,5 à 1,5 °C, notamment sur les extrêmes nord et sud de la région. Au final, les températures moyennes fluctuent de 6 à près de 9 °C sur les îles et sont globalement 0,5 °C sous les valeurs de saison. Enfin, le soleil est peu présent, de plus de 80 heures d'insolation au nord à près de 140 h sur le littoral, les pertes avoisinent les 20 à 35 % comme au Mans (72), où les 88 h d'insolation relevées constituent la deuxième plus faible valeur pour un mois de mars après 2001, et ce, depuis 1991.

Département		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		1 ^{er} trimestre 2018	Normales 1981-2010 ou Moyennes	1 ^{er} trimestre 2018		Normales 1981-2010 ou moyennes		1 ^{er} trimestre 2018	Normales ou Moyennes 1981-2010	1 ^{er} trimestre 2018	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAI	284,5	216,3	3,8	10,5	3,6	10,6	23	20	275h07	311h48
	ST NAZAIRE-MONTOIR	276,0	202,0	4,2	10,6	3,8	10,7	17	19	346h51*	323h30
	NORT-SUR-ERDRE	243,6	197,9	4,1	10,5	2,7	10,6	22	26		335h00
49	BEAUCOUZE	237,1	175,6	4,7	10,1	3,2	10,2	21	22	279h29	298h12
	MARTIGNE-BRIAND	200,0	150,7	3,6	10,1	3,1	10,5	22	21		349h36
	CHOLET	276,8	206,7	3,5	9,5	2,8	9,8	21	24		352h48
53	LAVAL	249,8	185,0	3,2	9,5	3,0	10,0	21	22	253h08	274h12
	LE HORPS	269,2	224,2	2,4	7,7	2,5	8,3	21	22	mq	310h42
	ERNEE	295,8	200,5	2,9	8,8	2,7	9,4	23	25	mq	302h48
72	LE MANS	237,4	172,4	3,4	9,8	2,5	9,9	22	27	244h21	290h12
	LUCHE-PRINGE	235,4	166,9	3,2	9,3	3,1	9,9	23	21	mq	346h06
	ROUESSE-VASSE	295,1	228,3	2,7	8,3	2,8	8,8	21	20	mq	335h30
85	CHATEAU-D'OLONNE	288,8	194,4	4,8	10,1	4,2	10,4	19	17	335h42	402h48
	NOIRMOUTIER	242,9	177,0	5,7	10,4	5,2	10,5	6	9	mq	406h36
	FONTENAY	302,4	219,1	3,5	10,5	3,7	11,2	22	18	mq	372h06
	LA ROCHE SUR YON	335,4	232,7	3,6	10,1	3,2	10,3	22	23	283h58	320h36

* Guérande
mq : Plus de mesures

Productions végétales

Grandes cultures :

Les parcelles hydromorphes sont impactées par l'excès d'eau

Dans la continuité des pluies de décembre, celles de janvier favorisent la reconstitution de la réserve en eau des sols. Fin janvier les terres sont très humides. Certaines parcelles de céréales et de colza sont marquées par le surplus d'eau. Par ailleurs, la douceur des températures laisse craindre un manque d'endurcissement des plantes au froid.

Février est globalement froid : la croissance des cultures et le développement des maladies sont ralentis. Les conséquences de l'épisode de gel de fin février sont limitées sur les céréales à paille. Sur les colzas, on observe des dégâts dus au froid et aux altises.

La pluviosité significative de mars aggrave l'état des terres hydromorphes

déjà impactées par les pluies de décembre et janvier. Certaines parcelles sont très touchées : asphyxie des racines avec perte de pieds, et jaunissement des plantes notamment. De plus, la mauvaise portance des sols concernés empêche les interventions mécaniques (désherbage, fertilisation et semis). Des semis de céréales et d'oléoprotéagineux de printemps ne sont pas réalisés. Compte tenu de ces conditions météo adverses, les estimations de surfaces au 1er avril sont incertaines : des retournements de parcelles sont envisagés, avec des resemis en maïs ou tournesol. Fin mars, les parcelles saines présentent un bel état végétatif.

Prévision des évolutions des semis en Pays de la Loire au 1^{er} avril 2018 - récolte 2018 -

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2018/2017
Céréales		
Blé tendre	393 000	+ 0,5 %
Orges	73 900	- 4 %
Triticale	35 200	+ 1 %
Blé dur	31 500	- 5 %
Avoine	6 450	- 4 %
Oléo-protéagineux		
Colza	87 600	+ 9 %
Pois	10 800	- 15 %

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

La sécheresse importante qui touche le continent américain soutient le prix des céréales

Courant janvier, l'importance des stocks mondiaux de blé et de maïs et la forte concurrence de la zone mer Noire à l'export entraînent un nouveau repli des prix des deux céréales. Le déficit hydrique important qui impacte plusieurs grandes régions étatsuniennes de production de blé provoque un léger rebond de son prix en février. La demande mondiale reste importante : les pays importateurs profitent des prix qui restent bas. En mars 2018, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (156 €/t) est supérieur de 1 % à celui de décembre 2017 et inférieur

de 6 % à celui de mars 2017.

La sécheresse importante qui affecte depuis plusieurs mois l'Amérique du Sud conduit, courant mars, à diminuer nettement la récolte mondiale de maïs. Pour la seconde année consécutive, la production mondiale de maïs est inférieure à sa consommation. En mars 2018, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (152 €/t) est supérieur de 3 % à celui de décembre 2017 ; il est inférieur de 6 % à celui de mars 2017.

Les productions mondiales de soja et de colza sont rehaussées. Par ailleurs

les importations dans l'UE de biodiesel argentin augmentent fortement (en raison de la baisse importante des taxes à l'importation dans l'UE de ce produit, décidée fin septembre 2017, suite à une plainte de l'Argentine déposée auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre l'UE pour mesures antidumping à l'importation du biodiesel argentin). En mars 2018, le cours moyen du colza rendu Rouen (336 €/t) est inférieur de 5 % à celui de décembre 2017 et de 17 % à celui de mars 2017.

La forte concurrence à l'export vers les pays tiers modifie sensiblement la destination des chargements portuaires régionaux

Durant ce trimestre, 317 000 t de céréales et d'oléagineux sont chargées dans les quatre ports de la région, contre 259 000 t au cours du trimestre précédent. Au 31 mars 2018, le cumul du trafic régional atteint 921 000 t contre 734 000 t au 31 mars 2017 ; soit une hausse de 26 % : + 187 000 t. Cependant, le cumul à fin mars 2018 est inférieur

de 25 % (- 353 000 t) au trafic moyen au 31 mars pour la période 2012-2016. Au 31 mars 2018, les chargements de blé tendre atteignent 689 000 t, ceux de maïs 73 000 t, ceux de blé dur 72 000 t et ceux d'orge 64 000 t. Une destination se détache nettement : le Portugal (301 000 t dont 287 000 t de blé tendre), loin devant l'Espagne, Cuba (118 000 t chacun) et le

Royaume-Uni (105 000 t).

La tendance observée depuis le début de la campagne en cours - progression des expéditions vers l'Union européenne et recul des exportations pays tiers - est nettement confirmée durant le trimestre écoulé : 248 000 t chargées vers l'UE et 69 000 t vers les pays tiers, ces dernières en totalité sur janvier 2018-.

Chute de 50 % des chargements vers pays tiers par rapport à la moyenne quinquennale

Chargements portuaires ligériens vers l'UE et les pays tiers (tonnes)							
Zone	À fin mars 2018	À fin mars 2017	À fin mars 2012-2016	Évolution à fin mars 2018 / fin mars 2017		Évolution à fin mars 2018 / fin mars 2012-2016	
UE	601 000	341 000	510 000	260 000	45 %	91 000	14 %
Pays tiers	320 000	393 000	764 000	-73 000	- 15 %	-444 000	- 50 %
Total	921 000	734 000	1 274 000	187 000	12 %	-353 000	- 25 %

Source : FranceAgriMer Pays de la Loire

Fruits et légumes

L'offensive hivernale réduit les disponibilités et relance les prix du radis et des salades

A la mi-janvier, les disponibilités de radis sont proches des normales saisonnières. Elles se réduisent en février avec l'arrivée du froid. Cette situation relance le marché. Le radis, à l'image des autres légumes botte fait partie de la gamme des produits de printemps mis en avant par des opérations promotionnelles importantes. Les échanges sont donc très fluides en mars d'autant plus que la concurrence interrégionale est encore embryonnaire. Les opérateurs dressent un bilan plutôt positif de la période.

En début de trimestre, les volumes de mâche sont en phase avec la demande. A partir de la mi-janvier, l'offre progresse

sensiblement et le marché est plus discuté entraînant un décrochage assez net des prix de la barquette. Un épisode neigeux début février affecte durant quelques jours le commerce en raison de l'interdiction de circulation des poids lourds sur une partie de l'hexagone. Cette météo très hivernale freine la végétation. Un net rééquilibrage entre l'offre et la demande s'opère et le marché se réoriente à la hausse. L'hiver joue les prolongations en mars et les disponibilités de mâche, et plus globalement celles des salades, sont en deçà des prévisions. Le trimestre s'achève sur une bonne dynamique commerciale avec d'importantes mises en

place pour les fêtes de Pâques.

Les épisodes météorologiques pluvieux en décembre et janvier rendent l'implantation des salades difficile. Le manque de luminosité et le froid, amplifié par du vent de secteur Nord-Est, perturbent le développement végétatif des cultures. La campagne débute tardivement et avec lenteur. L'absence de concurrence permet des échanges fluides, à des cours supérieurs à la précédente campagne d'environ 10 cts/pièce.

En retard d'une quinzaine de jours, la production régionale d'asperges n'est pas encore disponible pour répondre à la demande du week-end pascal.

Le marché est satisfaisant pour le poireau d'hiver mais toujours pas pour les allium

Sous l'influence des traditionnelles promotions de début d'année, le marché du poireau est très dynamique. Par la suite, les concurrences nationale et belge réduisent l'activité et imposent une baisse des prix sans pour cela inquiéter la profession. Le mois de février, hivernal, relance les échanges, les cours sont

revalorisés. En mars, les échanges sont réguliers. L'amont de la filière se satisfait de cette configuration de fin de campagne où les prix se stabilisent.

Les ventes d'oignons jaunes progressent légèrement grâce aux promotions et à la demande de l'Europe du Sud. La qualité du produit est hétérogène. Au deux tiers

du trimestre, les cours sont revalorisés pour les gros calibres. Le commerce de l'échalion et de l'échalote est décevant et malgré une progression des volumes vendus à l'export et à l'approche de Pâques, les prix restent bas et figés.

Les cultures sous serres arrivent tardivement sur un marché peu demandeur

La météo maussade du début de trimestre ralentit le développement des premières cultures de concombres. La concurrence espagnole et néerlandaise et les périodes hivernales de février, qui freinent la consommation, entraînent une baisse des cours. Progressivement, la demande s'oriente vers l'origine France, portée par la mise en place d'actions

promotionnelles. Les cours remontent. En fin de trimestre, à la veille du week-end pascal, la production est légèrement croissante, mais modérée et le marché est soutenu.

Les premiers volumes significatifs de tomates ne s'échangent qu'en première décade de mars. La gamme variétale est déjà large mais les volumes produits dans

la région au cours du mois sont divisés par deux par rapport à mars 2017. Le marché se met très lentement en place. L'offre couvre facilement la demande. Les échanges manquent de rythme malgré les premières actions commerciales censées dynamiser le marché.

Le déficit d'offre européenne est à l'origine de prix élevés pour les pommes et les poires françaises

Le commerce des pommes reste soutenu pour l'ensemble des destinations. La faiblesse de la récolte européenne (- 27 % par rapport à celle de 2016) entraîne une réorientation de la demande vers les pays disposant de la marchandise, comme la France. Des distributeurs français rencontrent des difficultés d'approvisionnement dans certaines variétés et/ou certains segments (calibre, qualité) pour

le marché du frais mais aussi celui de la transformation. Les prix sont supérieurs à ceux des années antérieures, voire nettement plus élevés dans le cas de la *Golden*.

Les stocks européens de poires sont équivalents à ceux de l'an passé, en ce début de trimestre. Néanmoins, la situation est contrastée selon les pays. Au Nord de l'Europe, la Belgique et les Pays-Bas

sont déficitaires, au Sud, l'Italie (*Abate Fétel*), l'Espagne et le Portugal (*Rochas*) disposent encore d'une offre importante. En France, le disponible correspond à une situation normale. Les ventes de *Comice* et de *Conférence* s'écoulent doucement, sans trop de perturbations. L'*Angelys* complète l'offre. Les cours sont relativement fermes, en raison d'une concurrence limitée sur ces variétés.

Viticulture

Une récolte inégalement réduite selon les appellations

D'après les données douanes, la récolte 2017 est meilleure que celle de 2016 pour le Pays nantais. Bien qu'inférieurs à une récolte normale, les volumes de Muscadet (277 700 hl) sont supérieurs à ceux produits en 2016 pour une surface en léger retrait. Les surfaces de Gros Plant

sont également en régression. La Vendée renoue avec de meilleurs rendements. En Anjou-Saumur, la récolte de rosé se rétracte de 15 % par rapport à 2016, avec un recul marqué du Rosé d'Anjou (- 27 %) et du Cabernet d'Anjou (- 14 %). Les volumes de Saumur-Champigny accusent

une baisse de 15 % par rapport à l'an dernier. Globalement, en Maine-et-Loire, la production de vins blancs tranquilles progresse légèrement et celle des effervescents augmente de 13 % à la faveur d'une évolution des surfaces, le rendement moyen étant quasiment stable.

Les faibles disponibilités favorisent des cours élevés

La vendange 2017 a été réduite par le gel du printemps puis la sécheresse estivale, celle de 2016 avait également été limitée par la succession de conditions défavorables (gel, grêle et mildiou). Ainsi, après deux années de faible récolte, et des niveaux de stock réduits, les marchés sont tendus.

La hausse tarifaire la plus sensible concerne le Muscadet et le Muscadet Sèvre et Maine. En mars, le cours moyen de ces deux appellations franchit la barre des 170 €/hl. Le prix moyen de campagne s'en trouve porté à 166,6 €/hl pour le Muscadet (+ 22 %/2017 ; + 67 %/moyenne quinquennale) et 171,15 €/hl pour le Sèvre et Maine (+ 27 %/2017 ; + 66 %/moyenne quinquennale). Il faut remonter à la commercialisation de la vendange de 2008, amputée par le gel, pour trouver des prix plus élevés. Les volumes échangés avec le négoce se rétractent de 26 à 32 %.

Avec un cours de campagne à 182,73 €/hl, la hausse en Muscadet Sèvre et Maine sur lie est moins marquée (+ 14 %/2017 ; + 29 %/quinquennale) et l'activité se maintient à un niveau supérieur à celui de l'an dernier, mais proche de celui d'une année normale.

Ce contexte est favorable à une augmen-

tation des ventes d'IGP blanc dont les tarifs, en hausse, restent toutefois plus abordables que ceux des appellations.

La faiblesse de la récolte de vins rosés se manifeste par un recul des échanges de Rosé d'Anjou (- 17 %) et de Cabernet d'Anjou (- 4 %), les cours restant stables. Pour les rouges, les faibles disponibilités et le prix élevé du Saumur-Champigny

favorisent les achats d'Anjou Rouge par le négoce.

La reprise de l'activité se confirme également pour le Crémant de Loire et le Saumur mousseux avec une hausse des volumes (respectivement 13 et 19 %) et une légère valorisation des cours moyens de campagne (+ 2 et 3 %).

Nouvelles de la filière : les échéances se succèdent pour les viticulteurs

Le dépôt des demandes de plantations nouvelles pour l'année en cours est ouvert du 15 mars au 15 mai 2018 inclus.

A compter de cette campagne, le dispositif d'aide à la restructuration du vignoble change et comprend deux étapes : la demande d'aide à la restructuration puis la demande de paiement. Après ce dernier dépôt, les dossiers sont instruits et contrôlés par les services régionaux de FranceAgriMer.

Les demandes d'aide à la restructuration doivent être transmises à FranceAgriMer par télédéclaration. La date de clôture des demandes d'aides en restructuration est reportée au 18 mai 2018, au lieu du 30 avril 2018, en raison des intempéries et des pluies abondantes intervenues ces dernières semaines et qui ont retardé les arrachages dans certaines régions. Les demandes de paiement pourront être déposées entre le 22 mai et le 17 septembre inclus.

Les dossiers de restructuration sont maintenant distincts des demandes préalables à l'arrachage, qui pour la campagne 2018-2019, sont à déposer jusqu'au 17 décembre 2018.

Etat d'avancement de la vigne

Les conditions climatiques fraîches et humides de début d'année entraînent un réveil tardif de la vigne. Avec une quinzaine de jours de retard, les premiers

débourrements sont constatés vers le 10 avril sur les parcelles et cépages les plus précoces.

Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 31.03.18
Achats du Négoce

Activité du mois	Campagne					
	Volume (1)	Cours Vrac €/hl (2)	Volume (1)	+/-% A-1	Cours Vrac €/hl (2)	+/-% A-1
Muscadet	1 102	170,46	40 795	-26%	166,60	22%
Muscadet Sèvre et Maine	2 171	172,99	18 157	-32%	171,15	27%
Muscadet S&M Sur Lie	13 162	184,87	69 143	18%	182,73	14%
Gros Plant	612	110,77	6 637	-50%	108,27	13%
Gros Plant/Lie	989	126,44	9 270	25%	124,70	17%
Anjou Blanc	135	177,26	1 559	-28%	165,16	0%
Saumur Blanc	48	155,00	2 592	-25%	191,12	1%
Coteaux du Layon	348	320,65	6 638	23%	329,59	2%
Touraine Blanc	4 185	232,69	60 865	-6%	232,75	5%
Vouvray	1 351	281,44	22 191	14%	277,08	5%
Saumur Mousseux	3 299	156,22	62 208	19%	155,89	3%
Crémant de Loire	6 437	187,49	86 339	13%	186,82	2%
Vouvray effervescents	692	229,75	20 867	55%	228,05	4%
Rosé d'Anjou	5 007	162,03	46 972	-17%	154	0%
Cabernet d'Anjou	10 844	187,08	152 538	-4%	184,14	0%
Rosé de Loire	1 292	147,47	15 901	-4%	140,44	10%
Anjou Rouge	230	157,70	4 595	18%	177,52	4%
Saumur Rouge	60	NS	3 846	-14%	186,43	1%
Saumur Champigny	2 207	307,78	17 217	-11%	297,28	5%
Touraine Rouge	3 147	147,97	16 476	-18%	152,80	6%
Chinon	2 443	290,76	16 890	18%	294,89	-1%
St Nicolas de Bourgueil	1 812	339,74	24 285	32%	333,33	6%
Vins IGP Sauvignon	1 011	160,28	26 339	6%	151,96	4%
Vins IGP Chardonnay	113	113,63	16 887	4%	122,55	1%
Vins IGP Autres Blancs	457	101,80	5 756	42%	115,64	10%
Vins IGP Gamay Rgs-Rs	374	113,59	8005	-11%	84,88	4%
Vins IGP Autres Rgs-Rs	634,19	110,22	12224,2	25%	96,90	7%
VSIG Blancs	0	0,00	835	-93%	57,77	0
VSIG Rouges	0	0,00	829	-68%	55,50	0
VSIG Rosés	0	0,00	2098	-75%	45,18	0

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

ND : non disponible

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

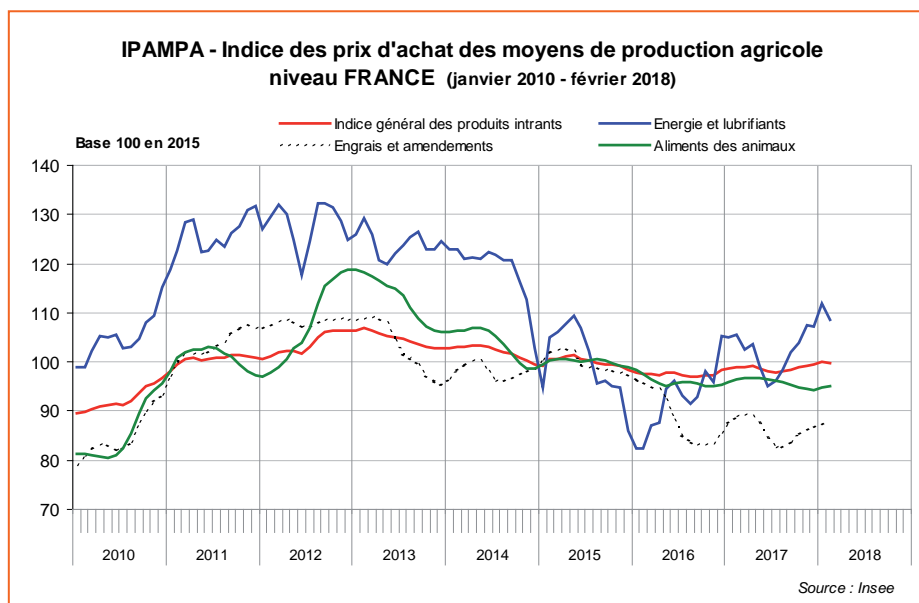
VAL DE LOIRE
TOUS LES VINS SONT DANS SA NATURE

IPAMPA : le prix des intrants reste sensible aux aléas du prix de l'énergie tandis que le prix de l'aliment remonte

L'indice général du prix d'achat des intrants gagne 0,6 % en janvier avant de se stabiliser en février. Hors ce dernier mois, l'indice progresse invariablement depuis le milieu de l'année 2017 (+ 2 % comparé à juillet). L'indice est fortement soumis à la remontée du prix de l'énergie et à celle du prix des engrais. Le prix de l'aliment amorce quant à lui une remontée perceptible.

Avant un coup d'arrêt brutal en février (- 3 %), l'indice du prix de l'énergie aura gagné 17 % entre juin et janvier. Il suit en cela la progression du prix du baril de pétrole qui retrouve en janvier un cours qu'il n'avait pas connu depuis l'année 2014. Après le recul enregistré en février, le cours du baril repart à la hausse en mars.

En parallèle, l'indice du prix des engrais et amendements poursuit l'augmentation commencée en août. En janvier il gagne 0,7 %, et progresse de nouveau de 0,6 % en février, soit des hausses relativement moins fortes comparées à celles de septembre à novembre. Sur les marchés des engrais (ammonitrates, urée, solutions azotées), les cours se stabilisent, voire régressent, en ce début d'année. Les fournisseurs se montrent prudents quant à l'évolution prochaine des prix. Le climat pluvieux retarde les semis de printemps et les apports en engrais, la de-



mande en approvisionnement est difficile à anticiper.

Après plusieurs mois de baisse régulière (- 3 % entre avril et décembre), le prix de l'aliment enregistre deux hausses consécutives et reprend ainsi 1 %. Des tensions sont apparues sur les prix des matières premières, tant au niveau des céréales que des matières azotées. En Argentine la sécheresse fait grimper les cours du

soja.

Pesant pour près d'un quart dans le poids de l'indice général, l'indice des biens et services d'investissements continue sa progression (+ 3 % sur un an). Il subit notamment l'élévation du prix du matériel et des tracteurs en particulier (+ 5 % pour ces derniers par rapport à février 2017).

Productions animales

Les jeunes bovins (JB) de races à viande subissent une baisse saisonnière des cours. Parallèlement, les cotations des JB laitiers se tiennent bien. Les réformes de vaches sont toujours nombreuses et font pression sur les cours.

L'offre limitée de broutards maintient les prix à des niveaux élevés malgré les difficultés rencontrées sur plusieurs débouchés secondaires. Le cours du veau de boucherie est stable en ce début d'année, malgré un recul assez marqué

de l'offre et les opérations commerciales de la filière. Le marché des ovins est plus fluide que prévu grâce à des disponibilités limitées et aux perspectives liées à la période pascale.

Bovins mâles de 8 à 24 mois : baisse des cours pour les jeunes bovins (JB) de races à viande et toujours moins de JB laitiers

Après une hausse continue des cotations au cours du second semestre 2017, les cours des JB viande U et R se tassent lors du premier trimestre 2018, tout en demeurant supérieurs aux valeurs pluriannuelles 2013-2017 (avec un plateau tarifaire en mars). Cette baisse s'explique notamment par une disponibilité en ferme importante. À contrario, les effectifs de mâles laitiers apparaissent

en retrait conduisant à une hausse quasi continue de la cotation du JB O mixte jusque fin mars pour terminer à + 15 centimes/kg par rapport aux valeurs pluriannuelles. À l'échelle européenne, la baisse saisonnière des cours des JB se poursuit également, sauf en Allemagne où la demande a provoqué un redressement des cotations. Les tonnages de bovins mâles abattus en janvier et février sont en

retrait par rapport aux années passées (- 2,4 % par rapport à 2017 dans la région) et plus encore à l'échelon national (de l'ordre de - 5 %). Par ailleurs, il se confirme que la Pologne produit toujours plus de jeunes bovins. L'Institut de l'élevage anticipe d'ailleurs une poursuite de cette dynamique en 2018.

Vaches : des réformes toujours nombreuses font pression sur les cotations

Le rythme des abattages de vaches est toujours soutenu, aux niveaux régional et national. Ce flux important s'explique notamment par une décapitalisation en races allaitantes. Ainsi, sur les deux premiers mois de l'année 2018, les volumes régionaux cumulés d'abattage enre-

gistrent une augmentation proche de 8 % par rapport à l'année 2017 (+ 10,4 % pour les vaches allaitantes et + 7 % pour les vaches laitières). Ce flux conséquent de vaches pèse sur les cotations, en particulier celles des vaches allaitantes (en retrait d'une trentaine de centimes/kg par

rapport à la période 2013-2017 pour les catégories viande U et R). Les cotations des laitières s'en sortent mieux (en retrait de 10-15 centimes/kg en fin de trimestre). Les prix des vaches de réforme sont globalement en hausse en Europe après deux années de bas niveaux.

Maigre : plafonnement des cours à des niveaux élevés et amplification du manque de disponibilités

En ce début d'année 2018, l'offre limitée de broutards maintient les prix à des niveaux élevés (2,9 €/kg vif fin mars pour les mâles charolais U de 6-12 mois), malgré les difficultés rencontrées sur plusieurs débouchés secondaires. Cette offre limitée, liée au recul des naissances en 2017, résulte d'un mouvement de dé-

capitalisation du cheptel reproducteur allaitant et de conditions de reproduction difficiles au cours de l'hiver 2016-2017. Toutefois, les cours des broutards ont évolué différemment selon les races et les poids proposés. Les apparitions successives des sérotypes 8 et 4 de la FCO ont peu à peu réduit les flux vers certains

débouchés. L'Italie et l'Espagne restent ouvertes avec des exigences sanitaires plus légères. La situation devient plus difficile lorsqu'il s'agit de vendre vers les autres pays européens et les pays tiers. L'offre de broutards devrait demeurer faible une grande partie de l'année 2018.

Veau de boucherie : des cours stables mais en deçà des valeurs des années passées

Le cours du veau de boucherie rosé clair R est stable depuis le début de l'année, mais en retrait de quelques centimes/kg par rapport à l'année passée et de 35-40 centimes/kg en fin de trimestre par rapport à la moyenne quinquennale. Ces cotations assez stables témoignent toutefois d'un marché relativement équilibré. Les opérations du festival du veau, ainsi qu'une météo froide, ont sou-

tenu la consommation. La précocité de Pâques (1er avril) contribue à maintenir les cours en mars, avant une probable baisse saisonnière. L'érosion tendancielle des quantités abattues dans la région, proches de 700 tonnes cumulées (téc) au cours des deux premiers mois de 2018, se confirme sachant que l'échelon national affiche une plus grande stabilité des tonnages. Parmi les quatre principaux

producteurs (Pays-Bas, France, Italie et Belgique), la France est le seul pays à subir une érosion structurelle de sa production. Conséquence des naissances laitières faibles et d'une demande espagnole toujours dynamique, le marché des veaux nourrissons se tend : la hausse saisonnière des cours est précoce et relativement marquée.

Lait de vache : forte progression des livraisons de lait bio

Le début de l'année 2018 est marqué par une progression de la collecte laitière ligérienne par rapport à celle de l'an passé (+ 3,2 % par rapport à janvier-février 2017). Toutefois, la production cumulée reste inférieure à celle observée en 2016 à période comparable. Le constat est similaire pour l'ensemble des départements. Stimulée par des fourrages de qualité et des prix plus rémunérateurs, l'embellie observée depuis la fin 2017 semble se poursuivre mais à un rythme plus modéré. En effet, une augmentation des mises à la réforme et des entrées en production de génisses plus tardives impactent la collecte régionale. En progression, le prix moyen cumulé du lait en janvier et février (364 €/1 000 l) est bien orienté avec un gain de 4,1 % sur un an. La production de lait bio, qui représente 4 % de la collecte ligérienne, fait preuve

de vitalité en ce début d'année. Ainsi, les volumes livrés sur les deux premiers mois de 2018 enregistrent une hausse de 35,5 % en comparaison de ceux de l'année passée. Cette situation est à mettre sur le compte des nombreuses conversions engagées en Pays de la Loire depuis 2015. En cumulé sur les deux premiers mois de l'année, le prix du lait bio (487 €/1 000 l) continue de s'apprécier de respectivement 3,8 % et 7,1 % par rapport à 2017 et 2016.

Au niveau national, la collecte laitière affiche également une augmentation des volumes depuis le début de l'année (+ 3,8 % par rapport à janvier et février 2017). Elle continue ainsi de bénéficier des conditions climatiques et économiques propices à la relance de la production du dernier trimestre 2017.

A 362 €/1 000 l, le prix moyen national gagne 3,9 % par rapport à l'an passé à période comparable.

La fabrication de la majorité des produits laitiers est plutôt en retrait en ce début d'année. Seuls les yaourts et desserts lactés, les matières grasses, les caséines et caséinates sont en progression sur un an.

En Europe, la production de lait débute l'année 2018 à des niveaux supérieurs à ceux des années précédentes à période identique. La dynamique enclenchée mi-2017 semble se poursuivre même s'il est à craindre que l'afflux de poudre de lait ne provoque une crise de surproduction. En janvier 2018, l'Irlande (+ 11,5 %), l'Italie (+ 10,1 %) et l'Allemagne (+ 5,2 %) sont les pays où la collecte progresse le plus sur un an.

Ovins : un marché plus fluide que prévu grâce à des disponibilités limitées. Envolée des cotations à l'approche de Pâques

Alors que le début d'année s'annonçait compliqué (sorties abondantes d'agneaux Lacaune, production britannique dynamique), la diminution des disponibilités nationales issues des troupeaux allaitants a très sensiblement réduit la pression sur les cotations qui terminent fin mars

à 6,75 €/kg, à la veille du week-end de Pâques, soit une cinquantaine de centimes/kg de plus que les valeurs quinquennales 2013-2017. L'avancement de la date de Pâques (le 1^{er} avril en 2018 et le 16 avril en 2017) a contribué à l'envolée des cotations observées fin mars. La

contraction du cheptel ovin reproducteur français se poursuit avec toutefois des évolutions contrastées entre le cheptel allaitant et le cheptel laitier : alors que les effectifs de brebis allaitantes ne cessent de se replier, le nombre de brebis laitières reste relativement stable.

Lait de chèvre : une production toujours soutenue

En janvier et février 2018, les livraisons de lait de chèvre en Pays de la Loire progressent de 7,2 % en cumulé par rapport à 2017. Néanmoins, elles restent inférieures de 1,2 % à celles de 2016. La Vendée, principal département producteur, suit la même tendance.

Le prix moyen cumulé depuis janvier

(773 €/1 000 l) est en recul de 0,6 % par rapport à celui de l'an passé à la même période. Toutefois, il progresse de 3,1 % par rapport à celui de 2016.

Comme en Pays de la Loire, la collecte française de lait de chèvre affiche une augmentation des volumes entre 2017

et 2018 (+ 2,4 % sur janvier-février). Le début d'année est favorable aux fabrications de produits laitiers au lait de chèvre qui enregistrent tous une progression des volumes en janvier-février par rapport aux mêmes mois de 2017.

Porc : des cours chaotiques et une demande peu dynamique provoquent une certaine morosité

En porc, le premier trimestre est le témoin de plusieurs retournements des cours en répercussion des soubresauts du marché allemand. La morosité succède à l'embellie de février et la demande atone offre peu de perspectives sur le marché intérieur européen. A l'export, la concurrence avec les pays du continent américain est exacerbée, mais le marché chinois pourrait faire appel à l'Europe en cas de rétorsion envers les États-Unis. L'arrivée envisagée de la peste porcine africaine en Allemagne modifierait durablement le secteur porcin européen.

Au cours du premier trimestre 2018, la cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP \geq 60 %, Centre Ouest) évolue de façon chaotique. Après avoir décliné et atteint un point bas à 1,33 €/kg fin janvier, la cotation repart à la hausse pour atteindre 1,47 €/kg au cours de la première quinzaine de mars. Elle perd ensuite quelques centimes pour finir à 1,44 €/kg en fin de mois. Comparé au premier trimestre 2017, le cours est en retrait de 12,6 % (1,40 €/kg contre 1,60 €/kg), mais l'année 2017 avait commencé avec des cours exceptionnellement hauts. Rapporté à la moyenne triennale, l'écart se réduit à - 2,4 %. Entraînées par l'Allemagne, qui confirme son rôle de leader, les principales places européennes suivent en fait les mêmes évolutions. Le prix directeur allemand chute à la mi-janvier et rebondit en février face à un déficit d'offre. En mars,

la demande en baisse et la menace des abattoirs d'établir des « prix maison » engendrent une correction à la baisse. Le déficit de demande se vérifie sur l'ensemble du marché européen. En France, selon le Panel Kantar, les achats en viandes de porc et charcuterie de la part des ménages se replient une nouvelle fois. De janvier à mi-mars, le tonnage de porc frais acheté recule de près de 9 % par rapport à la même période de 2017. En charcuterie, la baisse est moins marquante mais atteint 2,5 %.

Au manque de dynamisme de la demande intra-européenne s'ajoute la concurrence à l'exportation des viandes du continent américain. Les cours européens sont peu compétitifs confrontés à l'offre des États-Unis, du Canada et du Brésil qui bénéficient de prix bas et de la faiblesse du dollar face à l'euro. En 2017, la demande chinoise a fortement baissé et a été en partie compensée par le développement des autres marchés asiatiques

où les États-Unis et le Canada accroissent leur présence. La Chine continue de développer sa production et voit ses cours atteindre des niveaux bas. Les mesures de rétorsion chinoises à l'encontre des tarifs douaniers américains pourraient faire évoluer la concurrence avec les pays européens.

L'activité d'abattage dans la zone Uni-porc et en France progresse en ce début d'année comparativement à 2017 (2 % à 3 %). En Pays de la Loire, le recul enregistré est le résultat de la baisse d'activité d'un abattoir important (4 abattoirs sur 7 fournissent 99 % des tonnages abattus). Selon l'enquête cheptel de novembre 2017, le marché porteur du premier semestre 2017 génère une croissance des cheptels dans les principaux pays producteurs européens et indique donc une hausse de production porcine dans l'année à venir. En France, les prévisions de production porcine tablent sur une légère hausse de 1 % pour 2018.

La crainte de l'arrivée de la peste porcine africaine (PPA) en Allemagne produit déjà quelques effets. Des porcelets danois prennent la direction de la Pologne et de l'Espagne et créent un déficit en Allemagne et Belgique. L'enquête cheptel de novembre montre également une diminution du nombre de truies pour ces deux pays, alors que globalement le cheptel truies augmenterait de 1,4 % dans l'Union Européenne. La contamination de l'Allemagne par la PPA aurait d'autres conséquences. Elle bouleverserait la répartition européenne des parts de marché à l'export. Les effets sur les prix seraient quant à eux contradictoires, l'arrivée de la viande allemande sur le marché européen pourrait faire chuter les prix tandis que la demande exacerbée des pays tiers pousserait à une augmentation.

Aviculture : des abattages de poulets au plus haut

En 2017, en totalisant 1 856 milliers de têtes, la production française de volailles de chair est en hausse de 1,4 % par rapport à celle de 2016. Seuls les tonnages de poulets y contribuent (+ 2,6 %), alors que les productions de dindes, de canards et de pintades sont en baisse.

Sur les deux premiers mois de l'année, les tonnages cumulés d'abattages de volailles progressent en Pays de la Loire et en France, portés par les abattages de gallus.

En janvier-février 2018, les abattages régionaux cumulés de poulets et coquelets progressent de 5 % par rapport à 2017. À période comparable, ils sont au

plus haut depuis vingt ans. La plupart des abattoirs voient leur activité progresser. La hausse se manifeste dans toutes les filières : standard, qualité, export.

Le solde des échanges de viande de poulet est négatif en janvier, dans la continuité des quatre années précédentes. Les exportations baissent de 2 % tandis que les importations augmentent de 7 %. La hausse vient pour l'essentiel de l'Union européenne (Pologne, Belgique, Espagne).

Sur les deux premiers mois de l'année, les abattages de dindes sont en légère hausse dans la région (+ 1 %), et stables en France. En 2017, les abattages régio-

naux étaient en repli de 8 % du fait de l'arrêt de l'activité d'abattage de dindes dans un abattoir, au profit de poulets. Les deux importants abattoirs du groupe LDC concentrent la quasi-totalité des abattages de dindes de la région. En janvier, le solde national des échanges de viandes et préparations de dinde s'améliore, avec une hausse de 8 % des volumes exportés (notamment vers l'Allemagne, la Belgique et le Bénin) et une stabilité des importations.

Les abattages régionaux de canards sont en recul de 5 % sur les deux premiers mois de l'année. Les abattages de canards à rôtir se replient de 2 %, baisse sensible

en janvier dans la plupart des abattoirs. Le groupe volailler sarthois LDC a annoncé l'achat de la société Marcel Favreau et l'acquisition imminente des sociétés Périddy et Couthouis, trois entreprises vendéennes spécialisées dans l'abattage et la découpe de canards. En canards gras, l'activité est en fort repli, de 10 % par rapport à 2017 et de 17 % par rapport à la moyenne quinquennale 2013-2017. En glissement annuel, les abattages de canards à gaver sont en recul depuis septembre 2017. En février et mars, la détection de plusieurs foyers d'influenza aviaire faiblement pathogène dans des

élevages de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Sarthe et Vendée a conduit à l'élimination de plus de 90 000 canards. Le solde des échanges de viande de canard est négatif en janvier, avec une baisse des exportations et une hausse marquée des importations, en particulier de Hongrie.

En glissement annuel, l'indice des prix de l'aliment pour volailles est orienté à la baisse depuis novembre. En février, il est en recul de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale, tandis que l'indice des prix à la production se rétracte légèrement (par rapport à février 2017) pour les

principales espèces.

En 2017, la consommation apparente de viande de volaille, calculée par bilan provisoire, progresserait de 4,9 % pour le poulet, mais reculerait pour la dinde, le canard et la pintade. Sur les trois premiers mois de l'année 2018, les volumes d'achats des ménages en volaille fraîche sont en recul pour la dinde et le canard, et en légère hausse pour le poulet (la hausse des ventes de découpe crue de poulet compensant le recul sur le poulet prêt-à-cuire). Les achats de pintade, d'élaborés de volaille et de charcuterie à base de volaille sont en progression.

Un prix de l'œuf qui reste élevé

En 2017, la production nationale d'œufs de consommation calculée par modèle est estimée à 14,9 milliards d'unités, en hausse de 4,3 % par rapport à 2016.

Après la forte hausse des prix de l'œuf d'août à décembre 2017 lors de la crise du fipronil, la courbe fléchit en janvier et février. L'importante offre euro-

péenne fait pression sur les prix. Courant février, le regain de la demande fluidifie le marché français et permet un raffermissement des prix en mars. En février, l'indice des prix à la production de l'œuf reste encore bien au-dessus de février 2017 (+ 59 %) et de la moyenne quinquennale (+ 65 %).

Au premier trimestre, avec des prix globalement en hausse, les achats d'œufs par les ménages français progressent de 1,5 % en volume par rapport à la même période de 2017. Le repli des achats d'œufs cage (- 3,5 %) est compensé par le développement de ceux d'œufs biologiques et de plein air.

Cuniculiculture : abattages et consommation en baisse

Depuis la fermeture d'un abattoir de Vendée, en décembre 2017, il n'y a plus qu'un abattoir de lapins dans la région, et seulement deux sur le périmètre retenu en 2016 et 2017 (Vendée et Deux-Sèvres). De ce fait, pour des raisons liées au secret statistique, le périmètre d'étude s'élargit ; il porte désormais sur les cinq abattoirs de lapins du Grand Ouest : Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes. Ces struc-

tures concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. Au cours des deux premiers mois de l'année, et sur ce périmètre, les abattages sont en baisse de près de 6 % par rapport à 2017.

Depuis quinze mois, l'indice des prix à la production du lapin est en progression en glissement annuel. En février, il est supérieur de 4 % à celui de 2017, mais reste en repli de deux points par rapport à la moyenne quinquennale 2013-2017.

A 1,87 €/kg vif en moyenne sur les trois premiers mois de l'année, le cours moyen à la production est en légère hausse par rapport à la même période de 2017. En février, l'indice de l'aliment pour lapins est identique à celui de février 2017.

Avec des prix de vente au consommateur en hausse de 4 %, les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en net recul sur les trois premiers mois de l'année (- 13 %).

Commerce extérieur régional : le solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires se contracte de moitié en 2017

En 2017, dans un contexte de hausse des exportations régionales (+ 4 % en valeur, tous produits confondus), celles des produits agricoles et agroalimentaires sont en léger repli (- 0,5 %). Elles atteignent 3,67 milliards €, et représentent 19 % du montant des exportations ligériennes. Cette part reste supérieure à celle observée en France (13 %).

Avec 893 M€ en 2017, les exportations des produits agricoles bruts progressent de 2 % par rapport à 2016, année particulièrement basse, du fait notamment des faibles rendements et prix des céréales. En valeur, les produits bruts de la culture et de l'élevage figurent au septième rang des produits exportés de la région, comme en 2016.

Les exportations des produits des industries agroalimentaires s'élèvent à 2 779 M€ en 2017, en repli de 1 % par rapport à 2016. L'augmentation des montants exportés en viande et en produits laitiers (après le fort recul de 2016) et en boulangerie-pâtisserie industrielle ne compensent pas le recul marqué en huiles, graisses, tourteaux (secteur en quasi-totalité en Loire-Atlantique) et en boissons (baisse de moitié des montants exportés en Maine-et-Loire).

Le solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires reste positif (+ 296 M€), mais se contracte de moitié par rapport à 2016.

Industries agroalimentaires

La production est stable, avec toutefois un rebond en février grâce à une demande externe dynamique. Les prix des matières premières et des produits finis sont stables. Les prévisions de production sont favorables.

Industries des viandes : la production est orientée à la hausse à partir de février, sous l'effet d'une demande interne vigoureuse tandis que la demande étrangère s'effrite.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et pâtes : la production du trimestre ralentit sous l'effet d'une demande interne insuffisante que le dynamisme à l'export n'arrive pas à compenser. Seule la production du mois de février est en hausse. Les prix sont stables, excepté les prix des produits finis en baisse en mars.

Source Banque de France - enquêtes mensuelles - mars 2018

Le point du trimestre

Fleury Michon, Sodebo et Terrena fondent l'association Ferme France aux côtés de la coopérative nordiste Advitam. L'objectif de Ferme France est de rassembler et d'accompagner tous les acteurs engagés en faveur de produits issus d'une production agricole prenant en compte les enjeux de société : bien-être animal, rémunération des agriculteurs, traçabilité des produits, nutrition et santé, réduction et alternatives aux phytosanitaires, protection et restauration de l'environnement, du climat et de la biodiversité, contribution au bien commun. Ces sept indicateurs serviront à l'élaboration d'un cahier des charges devant aboutir à un étiquetage de performance sociétale.

Les entreprises - revue de presse -

Sources : AGRAAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API d'octobre à mars 2018

Loire-Atlantique

Green Bloom, société de commercialisation de chlorelle fraîche pour le compte de la ferme de production bretonne LDC Aglae a débuté la commercialisation de ses produits début octobre. La startup, établie à Sainte-Luce-sur-Loire, propose un concept associant une machine pour conserver et distribuer cette microalgue fraîche et des recharges de ce nouvel aliment présenté sous forme de boisson. L'ensemble est commercialisé exclusivement sur internet sous forme d'un abonnement de 12 ou 24 semaines à destination des professionnels (thalassos, salles de sport, restaurants) comme des particuliers. L'objectif de vente est de 30 000 euros par mois d'ici à l'été 2018. Green Bloom envisage en 2018 d'ouvrir la livraison aux Pays-Bas, à la Belgique et à la Suisse si elle trouve un partenaire logistique en froid positif.

10-vins, après avoir lancé sur le marché grand public sa machine dédiée à la dégustation du vin au verre, veut lever 10 M€ pour réorienter sa stratégie de vente vers les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration. Depuis ce recentrage, le chiffre d'affaires mensuel a été multiplié par 4 entre fin 2016 et fin 2017. Les professionnels représentent désormais les 3/4 de l'activité. La levée de fonds doit permettre de poursuivre les embauches, le déploiement à l'international et la R&D.

Cargill France (2 052 salariés, 17 sites)

investit 11 M€ pour moderniser l'outil de trituration de tournesol de son site de Saint-Nazaire qui emploie 60 personnes. Cet investissement s'ajoute aux 22 M€ déjà réalisés en cinq ans sur le site. Il ancre de surcroît l'activité sur le site de Saint-Nazaire, Cargill ayant obtenu en 2012 le renouvellement de son autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT). Le site pourra produire 7 millions de litres d'huile de tournesol supplémentaires par an et 1 000 kgs de vapeur par heure seront économisés. Le site de Saint-Nazaire, d'où provient près de 40 % de la production nationale d'huile de tournesol, assure un débouché pour 250 000 hectares de tournesol cultivés, en grande majorité, dans les régions Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Centre.

Le groupe toulousain Gozoki rachète Collet, fabricant de plats cuisinés (paëlla, couscous, lasagnes, brandade de morue) et cakes situé à Pornic. Les débouchés de Collet sont les rayons frais et traiteur des grandes surfaces, ainsi que la RHD et l'export. Son usine s'étend sur 6 000 m² dans laquelle elle a investi en 2015/2016 près de 5 M€ pour en améliorer le process. La PME emploie 80 salariés pour un chiffre d'affaires d'environ 20 M€. Poursuivant une stratégie de croissance, Gozoki (160 M€ de CA 2017) se présente comme un groupe composé d'une quinzaine d'entreprises dans l'univers des plats cuisinés, du traiteur et des produits de terroirs français.

Deux jeunes diplômés d'Oniris ont lancé

la société Cocasse pour valoriser l'innovation culinaire d'un groupe d'étudiants. Concoctée à base de légumes bio déshydratés (65 %) et de beurre de cacao (35 %), la tablette de légumes de 100 g se conserve un an à température ambiante. Fondue, râpée, elle peut rentrer dans toutes sortes de recettes. La société vise une commercialisation en magasins bio pour le réseau grand public et dans la restauration pour le réseau professionnel. Cocasse envisage de lancer prochainement des tablettes de fruits pour les préparations de desserts et de pâtisseries et des barres énergétiques.

Intermarché et une organisation de producteurs laitiers ont lancé la marque « Les éleveurs vous disent merci ! » Le produit est reconnaissable au nom et à la photo des éleveurs qui s'affichent sur les briques de lait. Intermarché emboîte ainsi le pas à d'autres initiatives telles « C'est qui le patron ! ». Les briques de lait sont produites par la Laiterie de Saint-Père-en-Retz, filiale d'Agromousquetaires, la branche industrielle d'Intermarché. Ce site, employant 350 salariés, réalise 80 % de son chiffre d'affaires (220 M€) avec Intermarché. La laiterie ne dégage quasiment aucune marge sur cette nouvelle marque. Son enjeu est de se rattraper, à terme, sur le volume. Le premier objectif commercial est fixé à 5 millions de litres, quand la laiterie en traite 270 millions par an, principalement transformés sous la marque Pâturages d'Intermarché.

Installé depuis septembre 2017 à Remouillé où a été regroupé son siège social et toute la transformation des liquides (jus, cidres, vinaigres) et des pâteux (compotes, purées de fruits, confitures, gelées), Côteaux nantais prépare un nouveau déménagement. En février 2019, la société suivra le transfert du MIN à Rezé où elle occupera 5 000 m² sur les 18 000 m² réservés au bio. Ses installations seront dédiées au négoce, à la logistique et aux activités des sociétés sœurs, Kerbio (livraison de paniers bio) et Provinces bio (grossiste épicerie, fruits et légumes). Le site de Remouillé, qui regroupe désormais 70 salariés, a nécessité un investissement de 7,8 M€ pour moderniser les lignes de fabrication et créer une unité de gazéification. Celle-ci produit de l'électricité et de la chaleur utilisée pour sécher les fruits, à partir des caisses et caquettes en bois usagées. Côteaux nantais prévoit un chiffre d'affaires 2018 (exercice clos fin août) stable, autour de 19,5 M€, en raison d'une baisse des récoltes fruitières liée au gel printanier tardif en 2017. Deux nouveaux frigos vont être aménagés à Vertou, portant ses capacités de stockage à 3 850 tonnes dans un rayon de 25 km autour de Nantes. Porté par les fortes croissances de Kerbio et Provinces bio, le groupe (196 salariés) a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires consolidé de 36,1 M€, en hausse de 11,8 %. Côteaux nantais va accompagner les exploitations passant du conventionnel au bio et du bio à la biodynamie en leur proposant un partenariat durable, un partage de techniques et de conseils. L'entreprise s'engage en particulier à acquérir les pommes en deuxième et troisième année de conversion pour les transformer en une purée distribuée sous une nouvelle marque, « En route vers la bio ».

Un budget de 3 M€ est envisagé pour installer une brasserie dans le bas-Chantenay, non loin du site de la brasserie de la Meuse qui a fermé en 1985. Une vingtaine d'emplois seraient créés, dont une douzaine pour l'activité de brassage et le reste pour un espace bar/restauration.

Biolaït premier collecteur de lait biologique en France, LSDH, conditionneur, et Carrefour ont signé un nouvel accord de contractualisation sur 5 ans. Pour le distributeur, un tel accord s'inscrit dans le cadre de son plan de transformation « Carrefour 2022 », lequel passe par le développement de son offre bio et la mise en place de partenariats en amont

pour accompagner la filière. »

Tipiak dévoile un tassement de ses résultats lors du dernier exercice. L'excédent brut d'exploitation ressort à 14,6 M€, en repli de 8 %, le résultat opérationnel à 6,1 M€, en recul de 21 %, et le résultat net à 4,2 M€, en baisse de 18 %. L'industriel agroalimentaire a dégagé 198,1 M€ de chiffre d'affaires contre 197,6 M€ l'année précédente. Le secteur froid (124,7 M€) affiche une hausse de 1,8 % tandis que le secteur sec (73,4 M€) recule de 2,3 %. Les ventes de la marque Tipiak dépassent désormais 59 % des revenus du groupe et continuent de gagner des parts de marché. L'année 2017 a été marquée par une faible évolution de la consommation alimentaire en France et la poursuite de la déflation des prix de vente aux consommations alors que les prix d'achat de matières premières stratégiques ont enregistré de fortes hausses. Le groupe envisage un retour à la croissance des ventes et la consolidation de ses résultats économiques en 2018.

Maine-et-Loire

Cointreau, producteur de liqueur d'orange, (1,09 Mrd€ de chiffre d'affaires en 2016/2017), dont 90 % des ventes sont réalisées à l'export, réoriente sa stratégie vers le marché français et la gastronomie. Le site de 45 000 m², à Saint-Barthélémy d'Anjou, qui emploie 170 salariés, produit près de 12 millions de litres de Cointreau chaque année et assemble et met en bouteilles également d'autres boissons. Il possède une capacité d'embouteillage de 15 500 flacons à l'heure sur deux lignes de production. Avec une croissance tirée par ses marchés matures que sont les Etats-Unis, la France et l'Australie, Cointreau a réalisé de bonnes performances dans des marchés émergents comme la Chine et la Russie en 2016-2017. Ses nouveaux produits Cointreau Cognac et Blood Orange à l'orange sanguine, doivent permettre de développer la marque auprès des bars et des restaurateurs.

Mayenne

Lactalis rachète la jeune société américaine The Icelandic Milk and Skyr Corporation basée à New York et sa marque de yaourt traditionnel islandais Siggis. Il s'agit de la troisième acquisition réalisée par le groupe mayennais dans ce secteur aux Etats-Unis en un an, après la reprise de Stonyfield en août et de Karoun en mai 2017. En 2015, Siggis est devenue la marque de yaourt affichant la plus forte

croissance aux Etats-Unis, selon Forbes. Fondée en 2004, l'entreprise emploie une cinquantaine de personnes pour un chiffre d'affaires 2017 annoncé à 147 M\$.

La tour de séchage numéro 1 de lait infantile de l'usine Lactalis de Craon est à l'arrêt depuis le 31 janvier suite à la découverte d'une contamination aux salmonelles. Lactalis a signé, avec les salariés de la laiterie concernés par l'arrêt, un accord pour les employer sur d'autres sites, notamment dans l'un des sept sites industriels et logistiques situés dans un rayon de 50 kilomètres. Craon emploie 327 personnes, dont 250 ont été placées en chômage partiel sans baisse de salaire en janvier.

La boulangerie industrielle Bridor, dopée par une croissance annuelle de 15 à 20 % des ventes de ses pains et viennoiseries haut-de-gamme à la RHD, étend son usine de Louverné. La superficie passe de 30 000 à 40 000 m², le nombre de lignes de production de 4 à 7 et celui des salariés de 190 à 420 pour une production de 140 000 tonnes par an. Bridor peine à recruter dans un département où le taux de chômage est le troisième plus faible des départements français. Pour intégrer environ 12 personnes par mois dès 2018, Bridor adopte des solutions comme la formation au poste ou l'aménagement des postes pour améliorer les conditions de travail.

Sarthe

Repreneur de trois sociétés en deux ans (Réauté, Maffren et Monbana), le groupe familial Buton spécialiste des viennoiseries, les a regroupées dans une branche dédiée récemment créée au sein du groupe, Saveurs et délices, qui compte désormais 700 salariés.

Les chiffres clés de Saveurs et délices :

- Monbana (chocolat) : 350 salariés, deux usines à Ernée (53) et Saint-Sauveur-des-Landes (35), 26 magasins dont 10 en franchise (150 à 200 m²), 50 M€ de CA ;
- Réauté (chocolat) : 300 salariés, deux usines à Azé et Château-Gontier (53), 59 magasins (250 à 300 m²), 30 M€ de CA ;
- Maffren (confiserie) : 65 salariés, une usine à Sisteron (Le Poet-05) marques Canteperdrix, Confiserie des Alpes, Confiserie du Léman et Verger du Roy, 3,8 M€ de CA.

Le groupe LDC a lancé en 2016 à Sablé-sur-Sarthe, son site historique, un pro-

gramme d'investissements de quelque 47 M€ pour moderniser et agrandir les installations d'ici à 2020. Dans la commune voisine de Loué, le site de la filiale Cavol (300 salariés), dédié à l'abattage et à la découpe des volailles de Loué, connaît lui aussi de profondes transformations avec une superficie qui passera de 10 000 à 17 000 m². Il s'agit en particulier de revoir de fond en comble l'atelier de découpe, un marché en forte croissance. L'enveloppe globale réservée à Cavol s'élève à 30 M€.

Le groupe LDC implante par ailleurs une nouvelle unité industrielle à Vaiges (53), destinée à valoriser des coproduits issus des abattoirs et usines du groupe. Cette production alimentera l'industrie des aliments pour l'aquaculture et les animaux domestiques en France et à l'international. Le nouveau site devrait entrer en fonction à l'horizon 2020. Il fonctionnera dans un premier temps avec un effectif de 35 salariés.

Sofiprotéol entre au capital de LDC pour un montant de 30 M€. L'opération s'inscrit dans le cadre du partenariat industriel liant LDC au groupe Avril dont Sofiprotéol est une filiale.

Vendée

L'entreprise de plats cuisinés Gastromer de Notre-Dame-de-Monts, créée en 1983 autour de la fabrication de soupes de poisson, poursuit sa croissance et compte aujourd'hui 110 salariés. La gamme de produits s'est étoffée avec les bisques, les mogettes, les sauces poissons ou encore les rillettes de la mer. L'entreprise s'est régulièrement agrandie en 1992, 1998, 2002 et 2014. Un cinquième agrandissement est prévu en 2018.

Le vendéen Monts Fournil, société-mère de l'enseigne La Mie Câline, a repris les boulangeries Romarin, société qui compte sept magasins dans la région d'Avignon (84) et emploie 80 salariés pour un chiffre d'affaires proche de 3 M€. La Mie Câline accélère ainsi son développement dans une région où elle est peu présente.

La charcuterie Paul Begein construit un nouvel atelier de 3 500 m² qui doublera sa surface de production. La société (40 salariés) reste à Saint-Malô-du-Bois mais quitte le centre-bourg pour la périphérie. L'usine, dont la livraison est attendue au printemps 2019, mobilisera un investissement proche de 5 M€, soit une année de chiffre d'affaires. Paul Begein élabore une soixantaine de produits à partir de porcs découpés par ses propres équipes, soit près de 1 200 tonnes annuelles. Les

carcasses sont achetées principalement auprès de Giffaud aux Épesses (85) et Socopa à Celles-sur-Belle (79). La société est positionnée sur le haut de gamme de la viande standard et est aussi l'un des quatre seuls transformateurs de Jambon de Vendée.

Le groupe agroalimentaire Maison Planchoy agrandi de 880 m² son atelier de pâtisserie situé aux Herbiers afin de répondre à de nouveaux marchés. Il mobilise pour cela une enveloppe d'un M€.

Soléane fabrique 1 200 tonnes de salades composées à Nieul-le-Dolent et réalise un chiffre d'affaires de 5 M€. Elle emploie une vingtaine de salariés permanents et une vingtaine de salariés temporaires. La société investit 1 M€ pour agrandir ses locaux de 2 200 m² à 3 500 m² afin de faire face à un marché du snacking porteur. Soléane commercialise 50 % de sa production en grandes surfaces et 50 % vers la RHD, les grossistes et plus récemment la restauration dans l'aérien-ferroviaire-maritime.

Sodebo tente de trouver dans le Nord la main d'œuvre qui lui fait défaut. Alors que la zone des Herbiers se trouve dans une situation de « plein emploi » avec un taux de chômage autour de 5 %, l'industriel, qui compte 2 150 salariés, prévoit plusieurs centaines de recrutements durant les prochaines années. À l'issue d'une première sélection des candidats via un échange téléphonique, le fabricant de sandwiches, pizzas et box de pâtes organise des entretiens dans différentes agences Pôle emploi de la région. Les personnes retenues se verront ensuite proposer un accompagnement pour leur installation locale.

Paso envisage le doublement de son usine de La Chapelle-Achard, ouverte l'été dernier, pour accompagner sa croissance. Pour ce spécialiste des produits traiteurs, 2017 s'est achevée sur une croissance de 12 % à 18 M€ de chiffre d'affaires. Les 20 M€ devraient être atteints cette année puis 25 M€ l'année prochaine et 35 à 40 M€ à l'horizon 2022. L'unité de La Chapelle-Achard est spécialisée dans le pré-fou, le pain à l'ail d'origine vendéenne. Le site originel d'Olonne-sur-Mer fabrique les autres produits traiteurs de type bouchées, mini burgeurs, cannelés salés, ros-cas ou mini pizzas. Paso emploie près de 145 salariés dont 130 à la production sur ces deux sites.

Fleury Michon a enregistré en 2017 un chiffre d'affaires annuel de 717 M€, en

retrait de 2,8 %. Pour le seul quatrième trimestre, le chiffre d'affaires du groupe, spécialisé dans les produits frais de charcuterie, plats cuisinés et surimi, s'est élevé à 179 M€, en hausse de 0,7 %. Le chiffre d'affaires du pôle International, qui représente 8,2 % des ventes totales, a affiché l'an dernier une croissance soutenue avec une hausse de 7,5 % (+ 29,3 % pour le quatrième trimestre 2017), atteignant 58,8 M€. Fleury Michon a confirmé l'amélioration de sa marge opérationnelle courante au second semestre 2017. Celle-ci devrait être supérieure à ce qui était annoncé précédemment et dépasser les 2 % sur le second semestre 2017.

Pour répondre à la pénurie de porc bio français, Fleury Michon crée avec l'abatteur Vallégrain, spécialiste des filières qualité (Label Rouge, Bleu Blanc Coeur), une société de développement de la production de porc bio. Fleury Michon était déjà actionnaire de Vallégrain à hauteur de 19 %. La nouvelle société fournira des services de conseil aux agriculteurs qui souhaitent se convertir, et de recherche et développement. Actuellement moins de 5 % des volumes de porc bio achetés par le salaisonier vendéen viennent de France. Cette société sera mobilisée ultérieurement sur d'autres sujets (sans antibiotiques, bien-être animal).

Le fabricant de biscuits apéritifs Europe Snacks a noué un partenariat avec un agriculteur local pour l'exploitation d'un méthaniseur. L'usine agroalimentaire fournira ainsi 340 tonnes par an de graisses usagées à la société Ren'bocc pour qu'elles soient converties en gaz. Ren'Bocc fournira en retour des calories pour chauffer de l'eau destinée au nettoyage de l'usine Europe Snacks de Saint-Denis-la-Chevasse. Ce projet est porté à hauteur de 1 M€ par Ren-Bocc et 220 000 € par Europe Snacks.

Brio'gel, fabricant de pains et brioches surgelés, achève en 2018 avec 5 M€ un programme d'investissement de 16 M€ lancé en 2013. La PME vendéenne a notamment acquis un bâtiment de 4 500 m² à Saint-Georges-de-Montaigu où se trouve son siège. Son ambition est de s'imposer comme un prestataire de référence dans le travail à façon. Son chiffre d'affaires 2018 (exercice clos fin mars) est attendu à 31 M€, soit le double de celui de 2011. Le second axe stratégique de l'entreprise est la RSE. La société accueille 17 personnes en situation de handicap sur un effectif de 210 salariés, accompagnées par deux éducateurs spécialisés à plein temps.

Le 4 avril, le tribunal de Rennes a ordonné la liquidation judiciaire du volailler Doux, assortie d'une poursuite d'activité jusqu'au 31 mai. Le tribunal de commerce rendra sa décision le 18 mai.

Le groupe Gendreau se hisse à la première place nationale des conserveries de poisson sous marque de distributeur à l'issue du rachat de 66 % du capital de

Petit Pierre. Située à Hesdin-l'Abbé (62) près de Boulogne-sur-Mer, l'usine, qui emploie 90 salariés et génère 18 M€ de chiffre d'affaires, ne tourne qu'au quart de sa capacité. 21 millions de boîtes de conserve sont sorties de ses lignes contre 50 millions en 2012. A l'étroit sur ses deux sites à Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Gendreau a saisi l'opportunité de confier des productions au site nordiste tout en pour-

suivant la prospection de nouveaux clients et en mutualisant les achats. Avec la société Vif dédiée aux salades appertisées, le groupe Gendreau emploie 450 salariés à Saint-Gilles-Croix-de-Vie pour un chiffre d'affaires d'environ 95 M€. Il possède aussi la conserverie Grand Léjon (45 salariés) à Binic (22).

A LA UNE (suite)

Le projet de ValOrise « Food Lab Solidaire ValOrise » est un projet de collecte et de transformation de produits maraîchers, démarche territoriale de lutte contre le gaspillage alimentaire orientée en partie vers l'aide alimentaire.

L'association HTS (Handicap Travail Solidarité) basée à Saint-Herblain est également lauréate de cet appel à projets dans le cadre d'un projet de portée nationale, avec le projet « SoliPain », projet associant la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'insertion.

Liste des documents en annexe

Cotations des céréales et oléo-protéagineux

Cotations fruits et légumes

Cotation régionale FranceAgriMer des jeunes bovins

Cotation régionale FranceAgriMer des vaches

Abattages des gros bovins dans les Pays de la Loire

Abattages et cotations des veaux

Livraisons de lait et prix du lait

Abattages et cotations des porcs

Abattages et cotations des ovins

Abattages et cotations des poulets

Abattages et cotations des dindes

Abattages et cotations des canards

Abattages et cotations des pintades

Abattages ensemble des volailles

Cotations des oeufs

Abattages et cotations des lapins



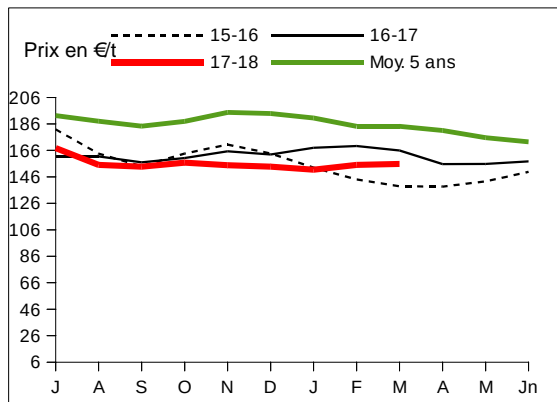
COTATION DES CEREALES ET OLEO-PROTEAGINEUX



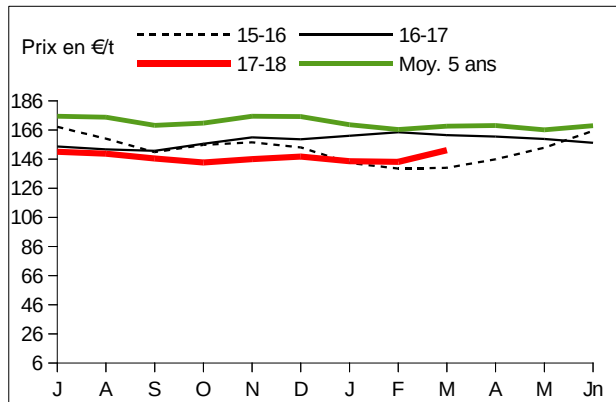
en €/t	Campagne	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Moy.
BLE TENDRE Rendu Rouen	12-13	252,20	260,13	260,50	258,00	265,75	253,73	247,50	239,25	236,13	237,70	230,75	206,25	245,66
	13-14	189,70	184,25	185,13	194,20	199,00	203,00	192,00	188,88	201,13	201,30	189,50	180,67	192,40
	14-15	176,40	171,00	165,00	163,75	172,88	186,00	191,50	179,50	178,80	171,75	159,50	167,50	173,63
	15-16	181,83	163,50	154,00	163,63	170,38	163,67	153,00	144,00	138,90	138,63	142,60	149,75	155,32
	16-17	161,38	161,40	157,00	160,25	165,25	162,88	168,00	169,33	165,88	155,63	155,80	157,75	161,71
	Moy. 5 ans	192,30	188,06	184,33	187,97	194,65	193,86	190,40	184,19	184,17	181,00	175,63	172,38	185,74
	17-18	167,75	155,00	153,75	156,70	154,75	153,67	151,40	155,00	155,75				155,97
ORGE DE MOUTURE Rendu Rouen	12-13	231,67	238,25	236,00	234,40	242,75	230,00	222,63	214,25	209,50	209,25	197,00		224,15
	13-14	176,80	172,38	175,25	177,60	177,00	176,00	166,50	167,67					173,65
	14-15	152,25	150,06	143,00	155,20	164,25	171,00	174,75	169,75	172,75	173,13			162,61
	15-16	177,75	158,83	150,00	158,50	157,50	154,33	142,88	135,75	134,10	134,88	134,30	133,83	147,72
	16-17	136,00	137,00	130,40	130,75	135,33	135,50	142,00	144,25	140,00	136,63		141,63	137,23
	Moy. 5 ans	174,89	171,30	166,93	171,29	175,37	173,37	169,75	166,33	164,09	163,47			169,68
	17-18	143,17	140,75	148,25	151,13	149,00	146,50	148,63	155,63	162,90				149,55
MAIS Rendu Bordeaux	12-13	225,83	251,25	244,25	237,40	248,75	242,33	230,88	217,88	218,13	211,75	210,00	212,50	229,25
	13-14	170,20	163,63	166,63	169,60	169,38	171,00	165,00	165,63	173,25	177,20	165,63	161,00	168,18
	14-15	158,38	146,50	132,25	134,20	140,50	149,50	146,75	144,38	149,00	148,90	141,17	148,75	145,02
	15-16	168,13	160,00	150,75	155,70	157,50	154,00	143,38	139,50	140,00	145,88	153,83	165,40	152,84
	16-17	154,67	152,67	151,70	156,50	160,83	159,50	162,00	164,38	162,50	161,50	159,83	157,20	158,61
	Moy. 5 ans	175,44	174,81	169,12	170,68	175,39	175,27	169,60	166,35	168,58	169,05	166,09	168,97	170,78
	17-18	151,00	149,75	146,38	143,63	146,00	147,75	144,50	144,13	152,10				147,25
COLZA Rendu Rouen	12-13		503,25	501,50	476,25	475,40	469,50	469,50	471,25	467,38	455,00	441,25		472,72
	13-14	373,40	365,25	368,75	370,40	378,25	372,67	360,17	386,00	405,75	399,10	373,13	351,38	375,35
	14-15	320,38	314,00	310,63	320,40	330,50	340,00	348,25	357,00	369,25	373,60	371,33	379,67	344,58
	15-16	386,13	370,00	364,88	376,80	377,88	371,17	353,50	342,25	341,60	357,00	358,00	356,50	362,98
	16-17	350,67	363,67	374,00	385,75	393,67	408,83	414,38	418,00	406,30	394,50	375,50	355,60	386,74
	Moy. 5 ans	357,65	395,72	396,75	394,37	397,73	395,35	394,88	401,65	410,65	416,97	405,41	399,76	397,24
	17-18	356,50	358,88	357,63	357,25	366,20	352,50	338,50	335,63	336,30				351,04

Source : FranceAgriMer, La Dépêche agricole et commerciale

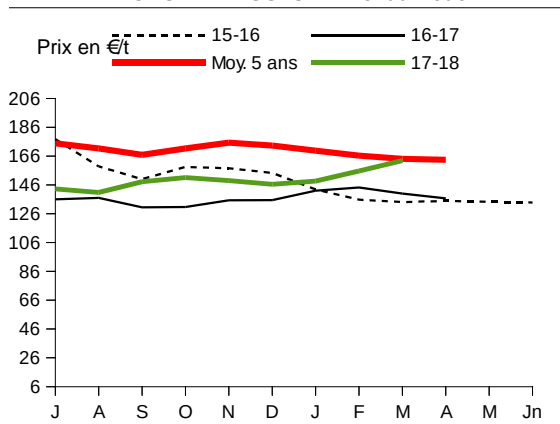
BLE TENDRE -Rendu Rouen-



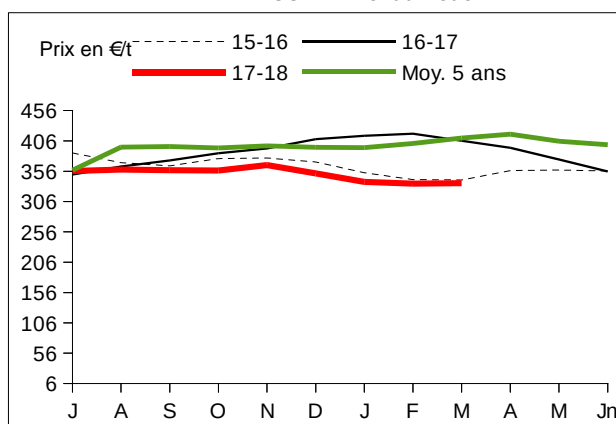
MAIS -Rendu Bordeaux-



ORGE DE MOUTURE -Rendu Rouen-



COLZA -Rendu Rouen-

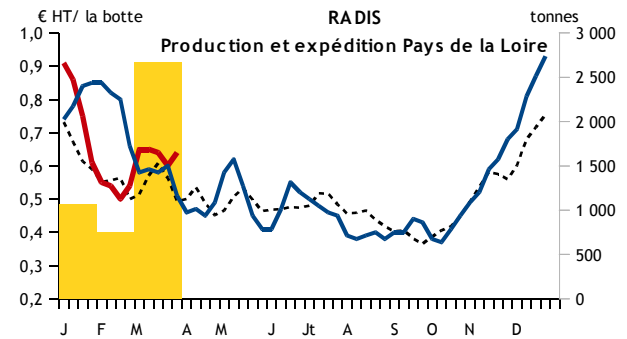
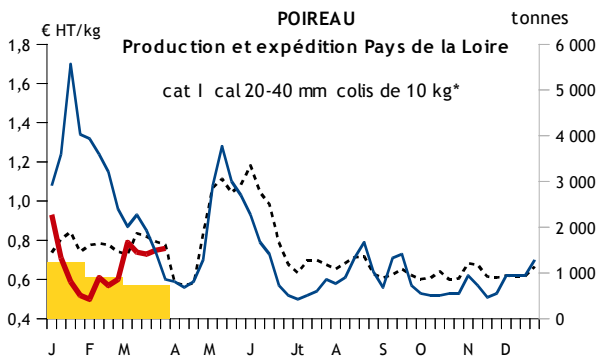
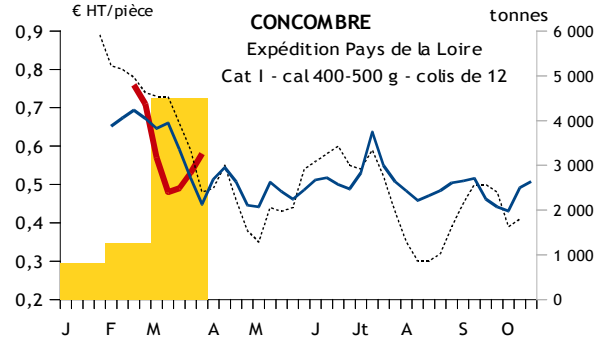
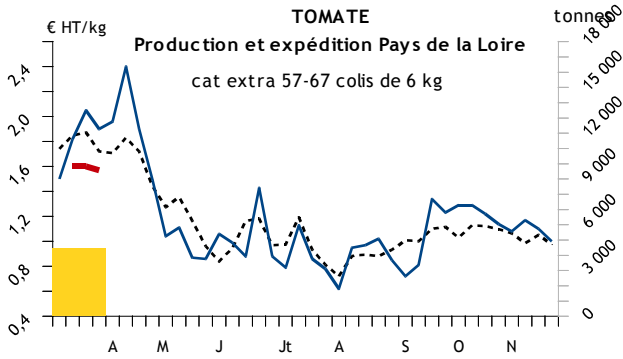


PRODUCTIONS ET COTATIONS DES FRUITS ET LEGUMES

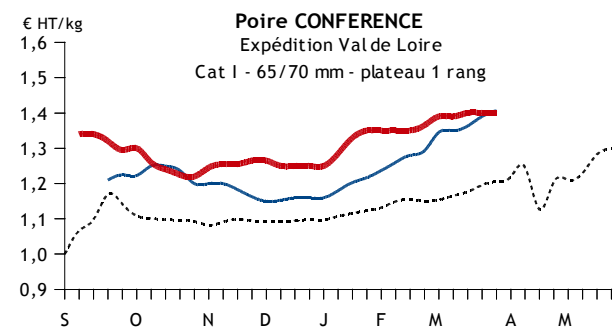
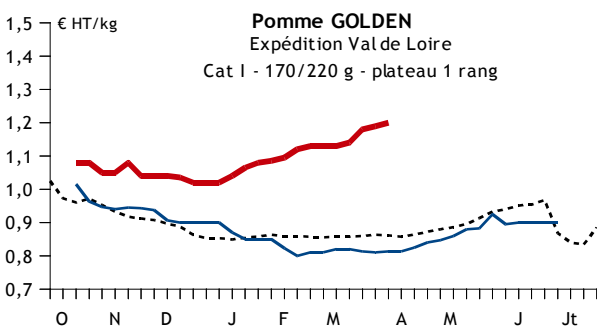
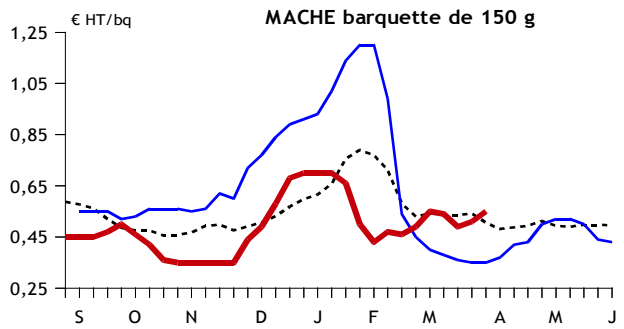
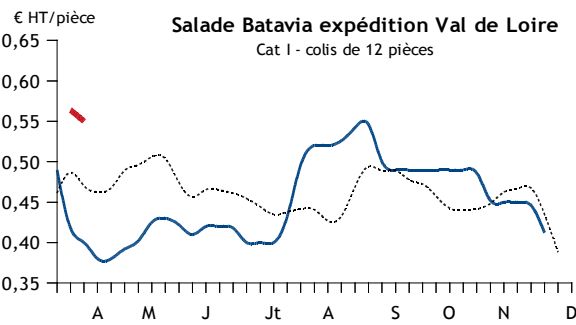
source des cotations : RNM-FranceAgriMer

source de la production : enquête SSP-SRISE prévisions de production

■ Production mensuelle Pays de la Loire — Cotation hebdomadaire 2018 ou 2017-2018
— Cotation hebdomadaire 2017 ou 2016-2017 - - - - - Moyenne hebdomadaire quinquennale



*cat II primeur de semis semaine 18 jusqu'à fin de sem.21



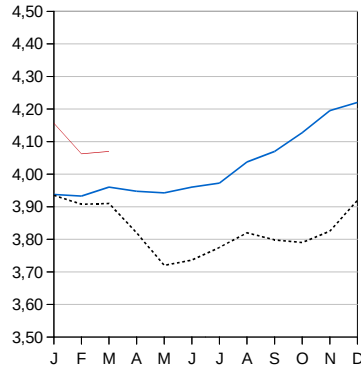
COTATION DES JEUNES BOVINS (en €/Kg net)



Moyennes mensuelles

----- 2016 — 2017 — 2018

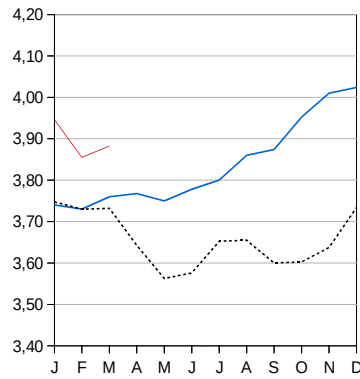
	Viande U Grand Ouest			
	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	3,94	3,94	4,16	+5,5%
Février	3,91	3,93	4,06	+3,3%
Mars	3,91	3,96	4,07	+2,8%
Avril	3,82	3,95		
Mai	3,72	3,94		
Juin	3,74	3,96		
Juillet	3,78	3,97		
Août	3,82	4,04		
Septembre	3,80	4,07		
Octobre	3,79	4,13		
Novembre	3,83	4,20		
Décembre	3,92	4,22		



Source : FranceAgriMer

3,83 4,03 4,10 Moyenne annuelle

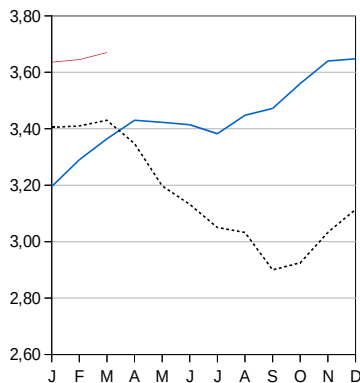
	Viande R Grand Ouest			
	2016 N-2	2017 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	3,75	3,74	3,95	+5,5%
Février	3,73	3,73	3,86	+3,4%
Mars	3,73	3,76	3,88	+3,3%
Avril	3,64	3,77		
Mai	3,56	3,75		
Juin	3,58	3,78		
Juillet	3,65	3,80		
Août	3,66	3,86		
Septembre	3,60	3,87		
Octobre	3,60	3,95		
Novembre	3,64	4,01		
Décembre	3,73	4,02		



Source : FranceAgriMer

3,66 3,84 3,89 Moyenne annuelle

	Mixte O Grand Ouest			
	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	3,41	3,20	3,64	+13,8%
Février	3,41	3,29	3,65	+10,8%
Mars	3,43	3,36	3,67	+9,1%
Avril	3,35	3,43		
Mai	3,20	3,42		
Juin	3,13	3,41		
Juillet	3,05	3,38		
Août	3,03	3,45		
Septembre	2,90	3,47		
Octobre	2,93	3,56		
Novembre	3,03	3,64		
Décembre	3,11	3,65		



Source : FranceAgriMer

3,16 3,44 3,65 Moyenne annuelle

COTATION DES VACHES

(en €/Kg net)

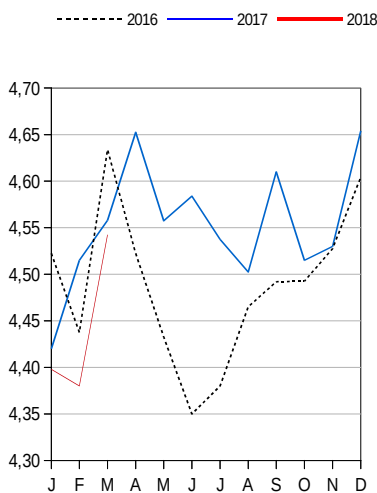


Moyennes mensuelles

	Viande U Grand Ouest			
	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	4,52	4,42	4,40	-0,5%
Février	4,44	4,52	4,38	-3,0%
Mars	4,63	4,56	4,54	-0,3%
Avril	4,52	4,65		
Mai	4,43	4,56		
Juin	4,35	4,58		
Juillet	4,38	4,54		
Août	4,47	4,50		
Septembre	4,49	4,61		
Octobre	4,49	4,52		
Novembre	4,53	4,53		
Décembre	4,60	4,65		

Source : FranceAgriMer

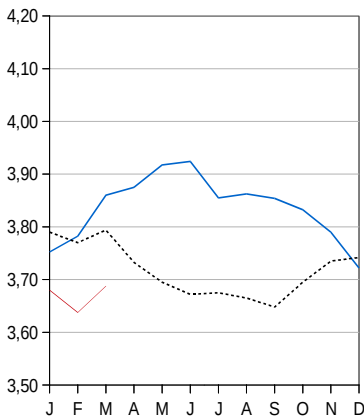
4,49 4,55 4,44 moyenne annuelle



	Viande R Grand Ouest			
	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	3,79	3,75	3,68	-1,9%
Février	3,77	3,78	3,64	-3,8%
Mars	3,79	3,86	3,69	-4,5%
Avril	3,73	3,88		
Mai	3,70	3,92		
Juin	3,67	3,92		
Juillet	3,68	3,86		
Août	3,67	3,86		
Septembre	3,65	3,85		
Octobre	3,70	3,83		
Novembre	3,74	3,79		
Décembre	3,74	3,72		

Source : FranceAgriMer

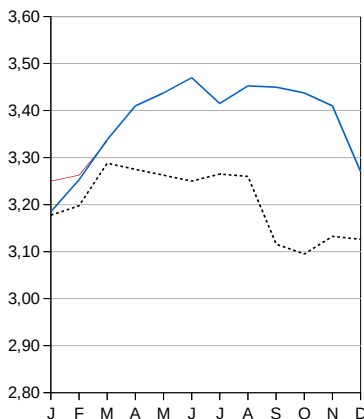
3,72 3,84 3,67 moyenne annuelle



	Mixte O Grand Ouest			
	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	3,18	3,19	3,25	+2,0%
Février	3,20	3,25	3,26	+0,3%
Mars	3,29	3,34	3,34	-0,1%
Avril	3,28	3,41		
Mai	3,26	3,44		
Juin	3,25	3,47		
Juillet	3,27	3,42		
Août	3,26	3,45		
Septembre	3,12	3,45		
Octobre	3,10	3,44		
Novembre	3,13	3,41		
Décembre	3,13	3,27		

Source : FranceAgriMer

3,20 3,38 3,28 moyenne annuelle



ABATTAGES DE GROS BOVINS DANS LES PAYS DE LA LOIRE

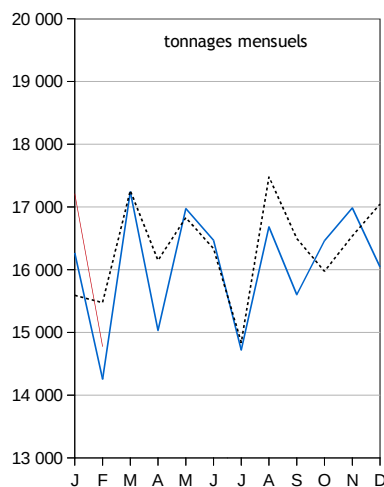


----- 2016 ———— 2017
——— 2018

Ensemble gros bovins Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	15 591	16 268	17 214	+5,8%
Février	31 065	30 523	31 987	+4,8%
Mars	48 325	47 767		
Avril	64 474	62 798		
Mai	81 304	79 773		
Juin	97 641	96 243		
Juillet	112 482	110 963		
Août	129 962	127 647		
Septembre	146 459	143 248		
Octobre	162 433	159 710		
Novembre	178 970	176 695		
Décembre	196 017	192 739		

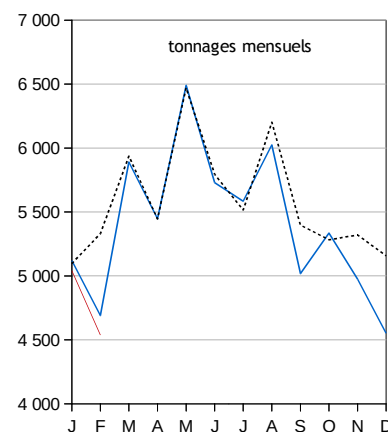
Source : Agreste



Bovins mâles (8 à 24 mois) Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	5 096	5 120	5 041	-1,5%
Février	10 427	9 810	9 578	-2,4%
Mars	16 364	15 700		
Avril	21 810	21 148		
Mai	28 281	27 638		
Juin	34 075	33 368		
Juillet	39 590	38 951		
Août	45 792	44 977		
Septembre	51 190	49 995		
Octobre	56 472	55 331		
Novembre	61 793	60 306		
Décembre	66 950	64 857		

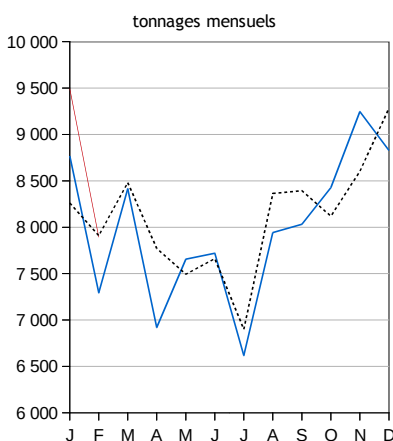
Source : Agreste



Ensemble vaches Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	8 262	8 768	9 493	+8,3%
Février	16 172	16 062	17 385	+8,2%
Mars	24 653	24 478		
Avril	32 425	31 398		
Mai	39 919	39 054		
Juin	47 580	46 774		
Juillet	54 480	53 392		
Août	62 844	61 335		
Septembre	71 238	69 367		
Octobre	79 358	77 795		
Novembre	87 962	87 042		
Décembre	97 244	95 868		

Source : Agreste



VERTISSEMENT ABATTAGES BOVINS

fin d'alléger la charge statistique des abattoirs, il a été décidé de substituer aux données bovines de l'enquête mensuelle **grs** nimaux les données issues de la BDNl bovine (Base de Données Nationale de l'Identification). Cette substitution permettra par ailleurs de faire disparaître les quelques divergences observées entre les deux sources, en particulier celles relatives à la répartition aches/génisses, et de pouvoir distinguer les vaches laitières des vaches allaitantes.
 e façon à pouvoir disposer d'un recul sur plusieurs années, les données 2012 à début 2017 ont été calculées à partir de la source DNI. Des écarts avec les valeurs précédemment diffusées, issues des déclarations des abattoirs, sont donc possibles.

ABATTAGES ET COTATION DES VEAUX



Abattages de veaux (≤ 8 mois)

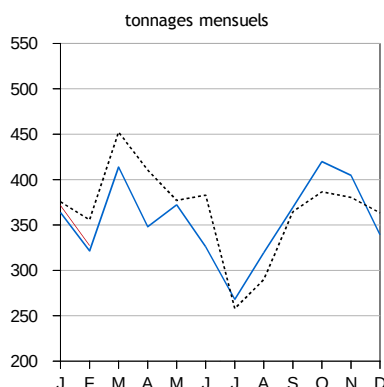
dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	376	364	372	+2,1%
Février	731	685	699	+2,0%
Mars	1 184	1 099		
Avril	1 594	1 447		
Mai	1 971	1 820		
Juin	2 354	2 146		
Juillet	2 612	2 414		
Août	2 902	2 733		
Septembre	3 267	3 103		
Octobre	3 653	3 522		
Novembre	4 034	3 927		
Décembre	4 397	4 266		

Source : Agreste

----- 2016 ——— 2017 ——— 2018



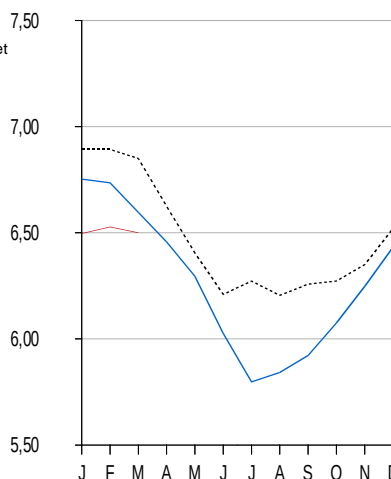
Cotation veaux de boucherie

Rosé clair R

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	6,89	6,75	6,50	-3,8%
Février	6,89	6,74	6,53	-3,1%
Mars	6,85	6,60	6,50	-1,5%
Avril	6,63	6,46		
Mai	6,41	6,30		
Juin	6,21	6,03		
Juillet	6,27	5,80		
Août	6,21	5,84		
Septembre	6,26	5,92		
Octobre	6,27	6,08		
Novembre	6,35	6,25		
Décembre	6,52	6,43		

Source : FranceAgriMer - Cotation régionale



Cotation bovins maigres

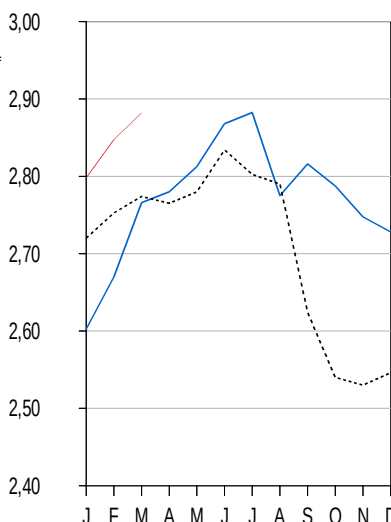
Charolais mâle 6/12 mois (U)

Moyennes mensuelles €/Kg vif

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	2,72	2,60	2,80	+7,5%
Février	2,75	2,67	2,85	+6,6%
Mars	2,77	2,77	2,88	+4,2%
Avril	2,77	2,78		
Mai	2,78	2,81		
Juin	2,83	2,87		
Juillet	2,80	2,88		
Août	2,79	2,78		
Septembre	2,62	2,82		
Octobre	2,54	2,79		
Novembre	2,53	2,75		
Décembre	2,55	2,73		

Source : FranceAgriMer - Moyenne nationale 2,728

2,70 2,77 2,84



AVERTISSEMENT ABATTAGES BOVINS

Afin d'alléger la charge statistique des abattoirs, il a été décidé de substituer aux données bovines de l'enquête mensuelle gros animaux les données issues de la BDNI bovine (Base de Données Nationale de l'Identification). Cette substitution permettra par ailleurs de faire disparaître les quelques divergences observées entre les deux sources, en particulier celles relatives à la répartition vaches/génisses, et de pouvoir distinguer les vaches laitières des vaches allaitantes. De façon à pouvoir disposer d'un recul sur plusieurs années, les données 2012 à début 2017 ont été calculées à partir de la source BDNI. Des écarts avec les valeurs précédemment diffusées, issues des déclarations des abattoirs, sont donc possibles.

LIVRAISONS DE LAIT ET PRIX DU LAIT

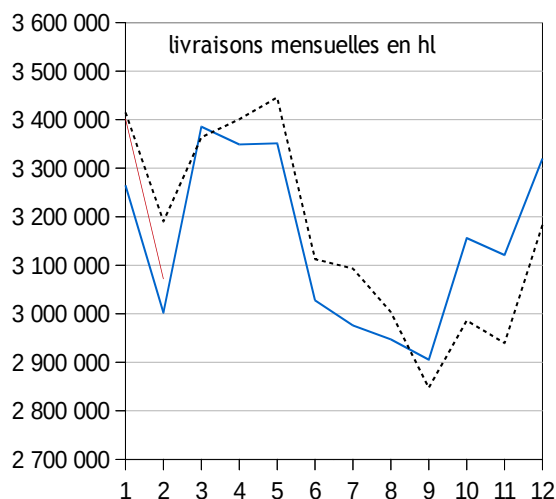


— 2018 — 2017
 - - - - - 2016

Livraisons de lait des producteurs de la région des Pays de la Loire, par campagne laitière

Livraisons cumulées en hectolitres

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	3 391 467	3 415 047	3 401 986	-0,4%
Février	6 581 943	6 417 376	6 473 490	0,9%
Mars	9 945 637	9 803 065		
Avril	13 346 511	13 152 131		
Mai	16 792 206	16 503 401		
Juin	19 904 708	19 531 138		
Juillet	22 997 916	22 507 096		
Août	26 001 230	25 454 214		
Septembre	28 848 659	28 359 693		
Octobre	31 834 688	31 515 799		
Novembre	34 774 384	34 636 959		
Décembre	37 957 953	37 956 976		



Source : Agreste - Situation mensuelle laitière avant 2014

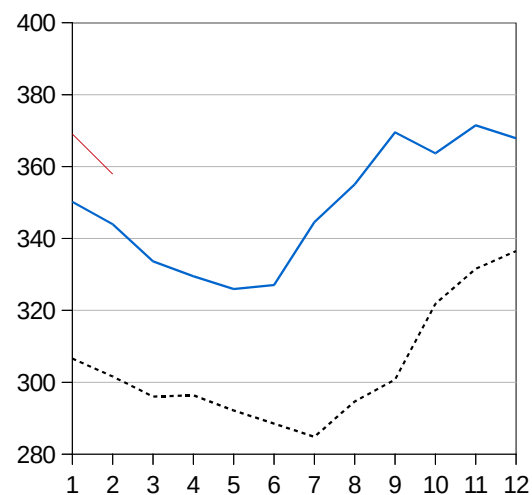
Enquête Mensuelle Laitière de FranceAgriMer à partir de 2014

En euros/1000 litres primes comprises, retenues et taxes déduites

Prix du lait dans la région des Pays de la Loire

	2015 N-2	2016 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	307	350	369	5%
Février	302	344	358	4%
Mars	296	334		
Avril	296	330		
Mai	292	326		
Juin	289	327		
Juillet	285	345		
Août	295	355		
Septembre	301	370		
Octobre	322	364		
Novembre	332	371		
Décembre	337	368		

en €/1 000 l



Source : Agreste - Situation mensuelle laitière avant 2014

Enquête Mensuelle Laitière de FranceAgriMer à partir de 2014

ABATTAGES ET COTATION DES PORCS



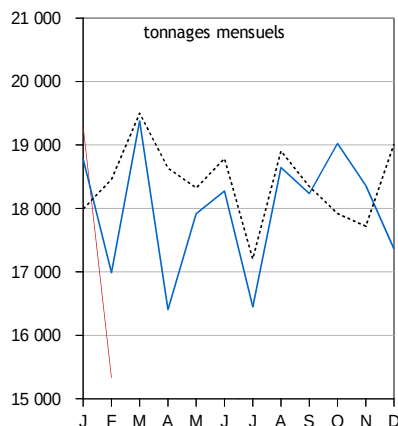
Abattages de porcs dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

----- 2016 ——— 2017 ——— 2018

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	17 993	18 779	19 295	+2,7%
Février	36 449	35 767	34 625	-3,2%
Mars	55 948	55 145		
Avril	74 583	71 551		
Mai	92 906	89 468		
Juin	111 691	107 743		
Juillet	128 895	124 193		
Août	147 800	142 837		
Septembre	166 146	161 072		
Octobre	184 065	180 096		
Novembre	201 783	198 457		
Décembre	220 798	215 818		

Source : Agreste



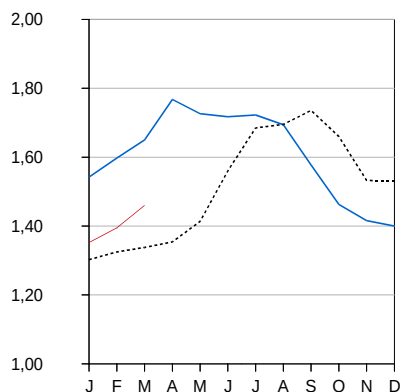
Cotation régionale des porcs charcutiers

Classe S (TMP ≥ 60 %)

Moyennes mensuelles €/Kg de carcasse

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	1,30	1,54	1,35	-12,4%
Février	1,33	1,60	1,40	-12,7%
Mars	1,34	1,65	1,46	-11,5%
Avril	1,35	1,77		
Mai	1,41	1,73		
Juin	1,56	1,72		
Juillet	1,69	1,72		
Août	1,70	1,69		
Septembre	1,74	1,58		
Octobre	1,66	1,46		
Novembre	1,53	1,42		
Décembre	1,53	1,40		

Source: FranceAgriMer - Cotation régionale



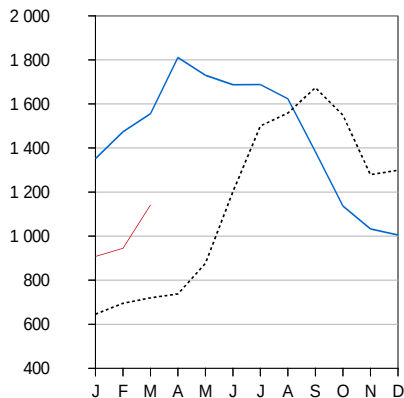
Nouvel indicateur IFIP - Institut du porc

Elevage Naisseur-Engraisseur Indice mensuel basé sur la marge brute d'autofinancement

en €/truite/an

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	646	1 352	908	-32,8%
Février	695	1 474	945	-35,9%
Mars	720	1 556	1142	-26,6%
Avril	738	1 811		
Mai	877	1 730		
Juin	1 202	1 687		
Juillet	1 500	1 688		
Août	1 559	1 623		
Septembre	1 674	1 383		
Octobre	1 549	1 137		
Novembre	1 279	1 033		
Décembre	1 299	1 005		

Source: FranceAgriMer - Moyenne nationale



ABATTAGES ET COTATION DES OVINS

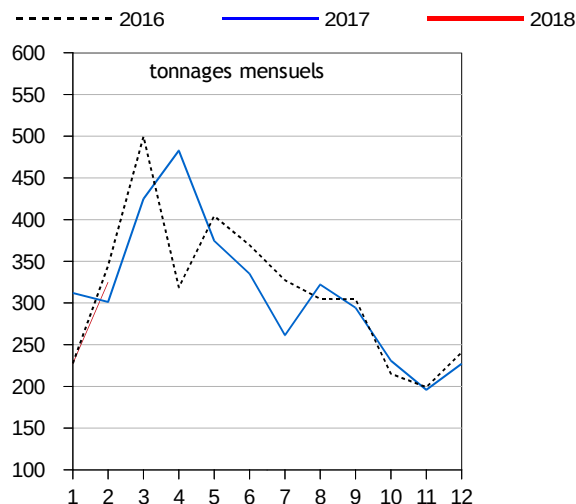


Abattages des ovins dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	228	312	228	-27,1%
Février	573	613	553	-9,9%
Mars	1 072	1 038		
Avril	1 391	1 521		
Mai	1 795	1 896		
Juin	2 165	2 231		
Juillet	2 492	2 492		
Août	2 797	2 814		
Septembre	3 101	3 109		
Octobre	3 317	3 340		
Novembre	3 516	3 536		
Décembre	3 757	3 763		

Source : Agreste

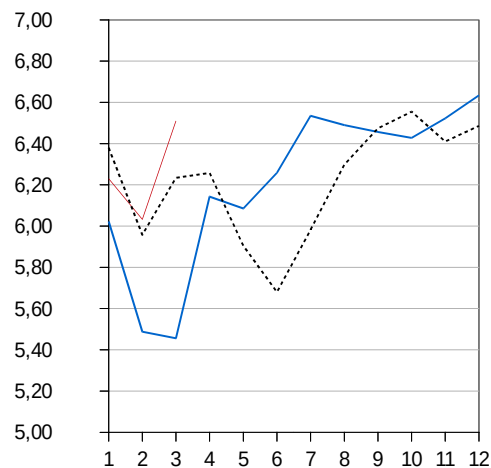


Cotation agneaux de boucherie

Moyennes mensuelles

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	6,38	6,02	6,23	+3,4%
Février	5,96	5,49	6,03	+9,9%
Mars	6,23	5,46	6,51	+19,3%
Avril	6,26	6,14		
Mai	5,91	6,09		
Juin	5,68	6,26		
Juillet	5,98	6,54		
Août	6,30	6,49		
Septembre	6,47	6,46		
Octobre	6,56	6,43		
Novembre	6,41	6,52		
Décembre	6,49	6,63		

Source: FranceAgriMer - Cotation nationale



ABATTAGES ET COTATION DES POULETS

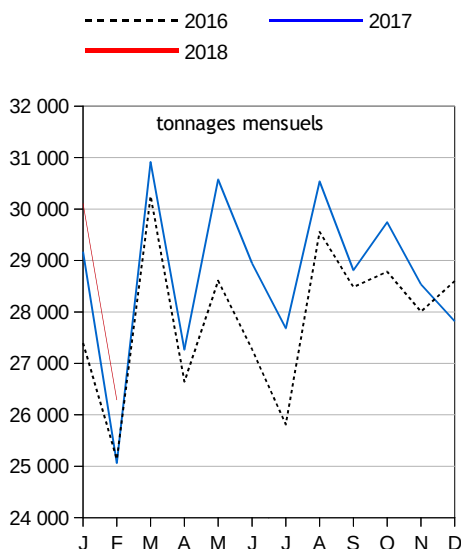


Abattages contrôlés de Gallus dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	27 740	29 173	30 111	+3,2%
Février	52 252	54 233	56 398	+4,0%
Mars	80 424	85 148		
Avril	109 388	112 415		
Mai	136 774	142 989		
Juin	166 871	171 933		
Juillet	193 478	199 616		
Août	221 421	230 152		
Septembre	250 208	258 963		
Octobre	280 283	288 707		
Novembre	308 607	317 243		
Décembre	339 629	345 062		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles



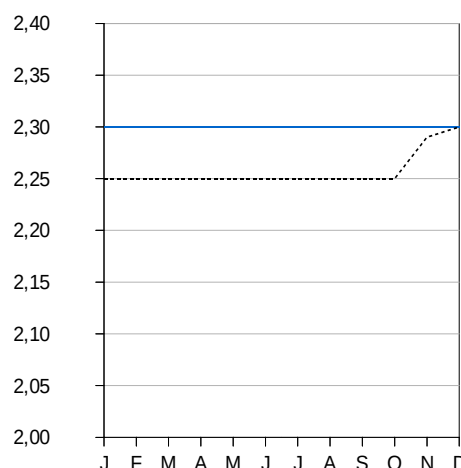
Cotation

Poulet prêt à cuire frais standard

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2015 N-1	2016 N	2018 N	N/N-1
Janvier	2,25	2,30	2,3	+0,0%
Février	2,25	2,30	2,3	+0,0%
Mars	2,25	2,30	2,3	+0,0%
Avril	2,25	2,30		
Mai	2,25	2,30		
Juin	2,25	2,30		
Juillet	2,25	2,30		
Août	2,25	2,30		
Septembre	2,25	2,30		
Octobre	2,25	2,30		
Novembre	2,29	2,30		
Décembre	2,30	2,30		

Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



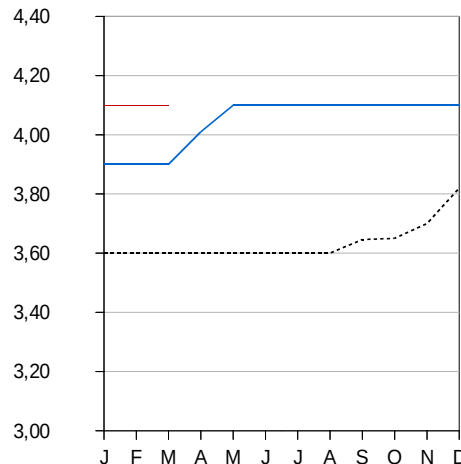
Cotation

Poulet prêt à cuire frais label

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2016 N-1	2017 N	2018 N	N/N-1
Janvier	3,60	3,90	4,1	+5,1%
Février	3,60	3,90	4,1	+5,1%
Mars	3,60	3,90	4,1	+5,1%
Avril	3,60	4,01		
Mai	3,60	4,10		
Juin	3,60	4,10		
Juillet	3,60	4,10		
Août	3,60	4,10		
Septembre	3,65	4,10		
Octobre	3,65	4,10		
Novembre	3,70	4,10		
Décembre	3,82	4,10		

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



ABATTAGES ET COTATION DES DINDES



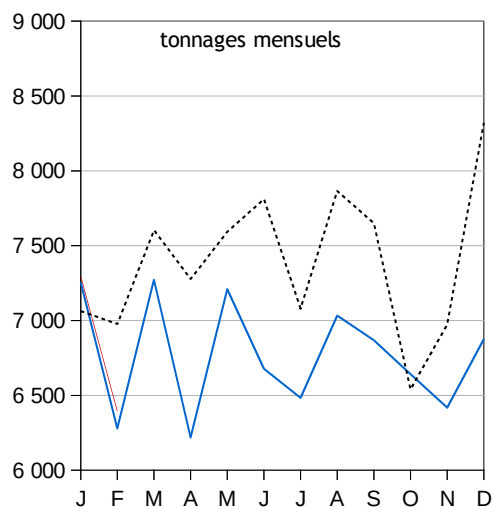
----- 2016 ———— 2017 ———— 2018

Abattages contrôlés de dindes dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	7 063	7 254	7 294	+0,5%
Février	14 040	13 534	13 688	+1,1%
Mars	21 644	20 806		
Avril	28 921	27 025		
Mai	36 514	34 234		
Juin	44 325	40 913		
Juillet	51 405	47 395		
Août	59 270	54 428		
Septembre	66 920	61 296		
Octobre	73 460	67 938		
Novembre	80 432	74 355		
Décembre	88 753	81 232		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles



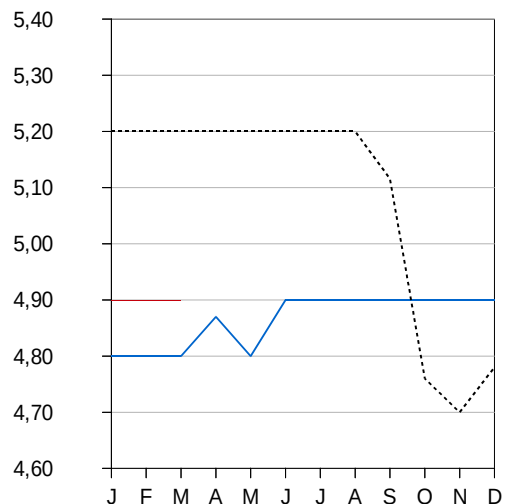
Cotation

Filet de dinde

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	5,20	4,80	4,9	+2,1%
Février	5,20	4,80	4,9	+2,1%
Mars	5,20	4,80	4,9	+2,1%
Avril	5,20	4,87		
Mai	5,20	4,80		
Juin	5,20	4,90		
Juillet	5,20	4,90		
Août	5,20	4,90		
Septembre	5,12	4,90		
Octobre	4,76	4,90		
Novembre	4,70	4,90		
Décembre	4,78	4,90		

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



ABATTAGES ET COTATION DES CANARDS



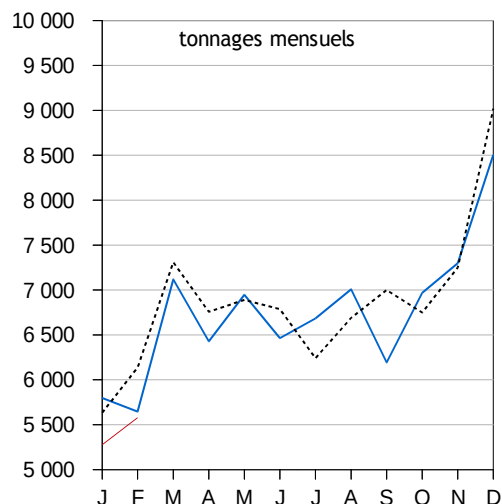
Abattages contrôlés de canards dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	5 633	5 798	5 277	-9,0%
Février	11 771	11 444	10 856	-5,1%
Mars	19 080	18 562		
Avril	25 838	24 990		
Mai	32 727	31 937		
Juin	39 514	38 401		
Juillet	45 753	45 085		
Août	52 443	52 091		
Septembre	59 442	58 285		
Octobre	66 192	65 252		
Novembre	73 441	72 549		
Décembre	82 459	81 053		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

----- 2016 ——— 2017
 ——— 2018



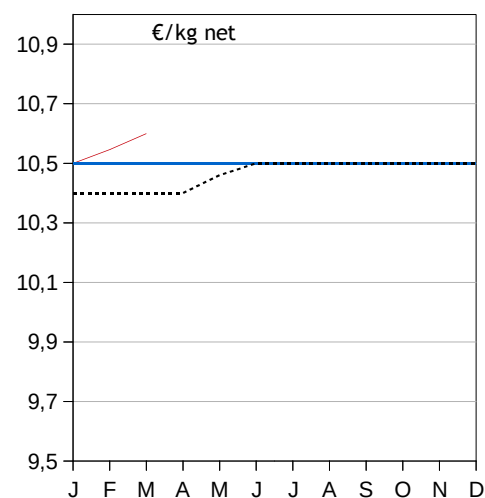
Cotation

Filet de canard de Barbarie

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	10,40	10,5	10,5	+0,0%
Février	10,40	10,5	10,5	+0,4%
Mars	10,40	10,5	10,6	+1,0%
Avril	10,40	10,5		
Mai	10,46	10,5		
Juin	10,50	10,5		
Juillet	10,50	10,5		
Août	10,50	10,5		
Septembre	10,50	10,5		
Octobre	10,50	10,5		
Novembre	10,50	10,5		
Décembre	10,50	10,5		

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



ABATTAGES ET COTATION DES PINTADES

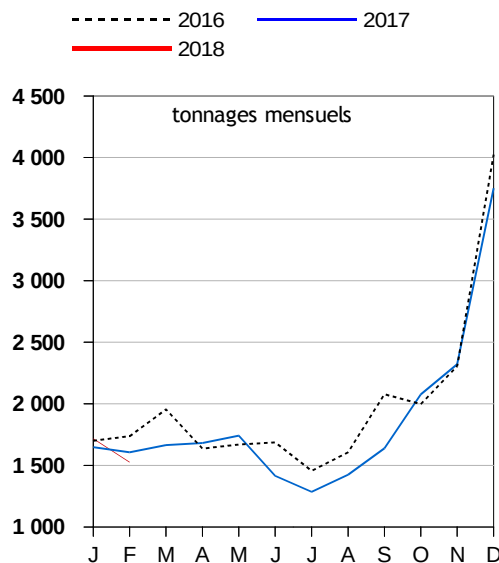


Abattages contrôlés de pintades dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	1 700	1 648	1 716	+4,2%
Février	3 437	3 253	3 242	-0,3%
Mars	5 392	4 918		
Avril	7 028	6 600		
Mai	8 697	8 342		
Juin	10 383	9 756		
Juillet	11 839	11 041		
Août	13 444	12 466		
Septembre	15 522	14 104		
Octobre	17 520	16 180		
Novembre	19 825	18 501		
Décembre	23 848	22 252		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles



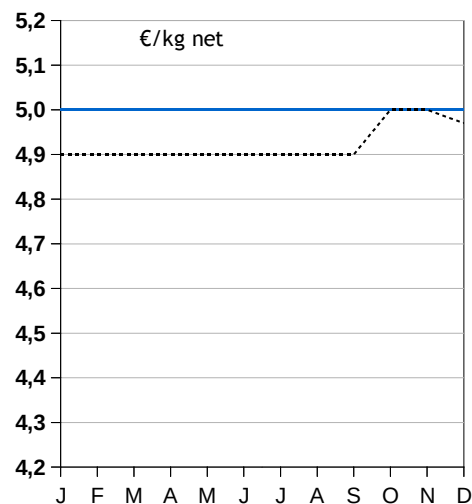
Cotation

Pintade entière éfilée France Label

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	4,90	5,0	5,0	+0,0%
Février	4,90	5,0	5,0	+0,0%
Mars	4,90	5,0	5,0	+0,0%
Avril	4,90	5,0		
Mai	4,90	5,0		
Juin	4,90	5,0		
Juillet	4,90	5,0		
Août	4,90	5,0		
Septembre	4,90	5,0		
Octobre	5,00	5,0		
Novembre	5,00	5,0		
Décembre	4,97	5,0		

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



ABATTAGES ENSEMBLE DES VOLAILLES



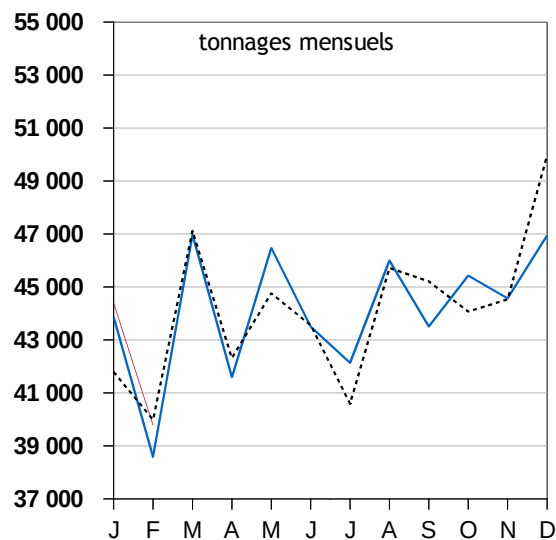
----- 2016 ———— 2017
 ———— 2018

Abattages contrôlés de volailles dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	42 628	43 872	44 398	+1,2%
Février	81 263	82 463	84 184	+2,1%
Mars	126 301	129 434		
Avril	171 580	171 031		
Mai	213 453	217 503		
Juin	259 820	261 003		
Juillet	302 947	303 137		
Août	345 926	349 137		
Septembre	392 448	392 647		
Octobre	439 580	438 077		
Novembre	484 740	482 649		
Décembre	538 291	529 598		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles



COTATION DES OEUFS

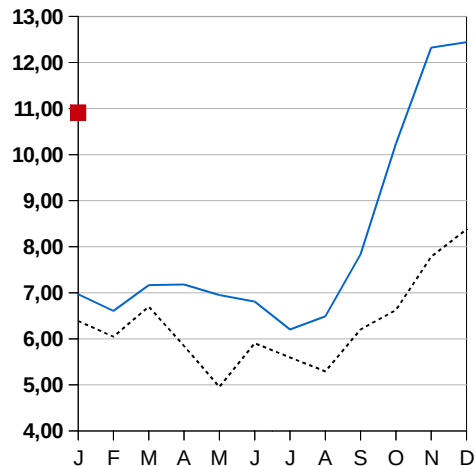


----- 2016 ———— 2017 ———— 2018

Moyen calibre (53-63 g) Tendence nationale officielle "les marchés" (en euros pour 100 œufs)

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	6,39	6,97	10,91	+56,6%
Février	6,05	6,61		
Mars	6,70	7,17		
Avril	5,85	7,18		
Mai	4,96	6,95		
Juin	5,91	6,81		
Juillet	5,60	6,20		
Août	5,29	6,49		
Septembre	6,21	7,84		
Octobre	6,63	10,24		
Novembre	7,78	12,33		
Décembre	8,38	12,44		

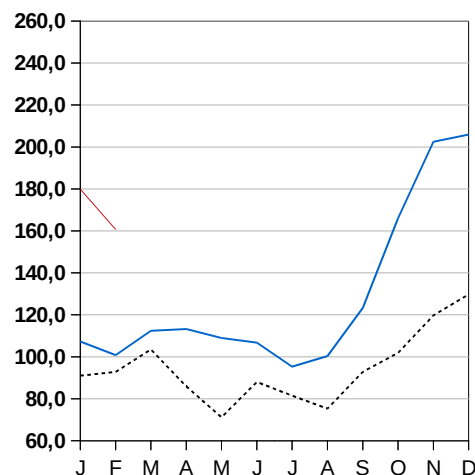
Source : TNO "les marchés"



Prix à la production (IPPAP) Indice mensuel des prix agricoles à la production (base 100 en 2015) - Données brutes

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
Janvier	91,0	107,3	179,9	+67,7%
Février	92,8	100,8	160,7	+59,4%
Mars	103,5	112,4		
Avril	85,9	113,2		
Mai	71,2	109,0		
Juin	88,0	106,7		
Juillet	81,5	95,3		
Août	75,3	100,3		
Septembre	92,8	123,3		
Octobre	101,9	166,0		
Novembre	119,7	202,5		
Décembre	129,8	205,9		

Source : SRISE Pays de la Loire



ABATTAGES ET COTATION DES LAPINS

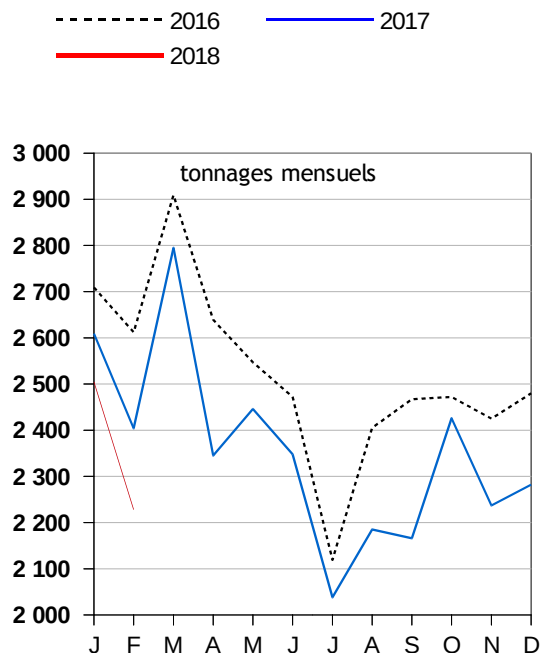


Abattages contrôlés de lapins dans le Grand-Ouest (Pays de la Loire, Bretagne, Normandie, Poitou-Charentes)

Tonnages mensuels cumulés

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
J Janvier	2 709	2 609	2 504	-4,2%
F Février	5 321	5 013	4 732	-5,9%
M Mars	8 230	7 808		
A Avril	10 869	10 153		
M Mai	13 416	12 599		
J Juin	15 888	14 947		
J Juillet	18 007	16 985		
A Août	20 412	19 170		
S Septembre	22 879	21 336		
O Octobre	25 351	23 762		
N Novembre	27 776	25 999		
D Décembre	30 256	28 281		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de lapins

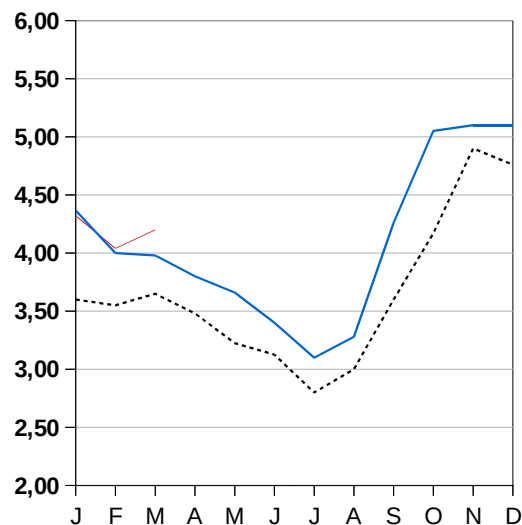


Cotation lapin entier standard France

Moyennes mensuelles €/Kg

	2016 N-2	2017 N-1	2018 N	N/N-1
J Janvier	3,60	4,37	4,32	-1,1%
F Février	3,55	4,00	4,04	+1,0%
M Mars	3,65	3,98	4,20	+5,5%
A Avril	3,48	3,80		
M Mai	3,23	3,66		
J Juin	3,13	3,40		
J Juillet	2,80	3,10		
A Août	3,00	3,28		
S Septembre	3,60	4,26		
O Octobre	4,17	5,05		
N Novembre	4,90	5,10		
D Décembre	4,76	5,10		

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : SRAL

Productions animales et commerce extérieur : O. Jean, M. Maréchal, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, P. Guérin, L. Guiavarch, A. Kéters, A. Piha, A. Prudo, T. Renou (SRISE)

IPAMPA : M. Maréchal

IAA : C. Berchon (SREAF)

Contexte météorologique : Météo France

Coordination : A. Piha

Agreste : la statistique agricole



Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : DRAAF SRISE et SREAF
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7472
Prix : 2,50 €